

*Proletaires
de tous les pays,
peuples et nations
opprimés,
unissez-vous !*

Organe central
du Parti
Communiste Révolutionnaire
marxiste léniniste

N° 38

pour le socialisme

5 F

SEMAINE DU 9 AU 15 AVRIL 1981

7 ans ça suffit

IL FAUT BATTRE GISCARD, bien sûr...

**mais rien
ne changera vraiment
sans une gauche nouvelle!**

1^{er} tour : soutien à la candidature d'Huguette Bouchardeau

2^e tour : vote pour le candidat de gauche

Progrès
de tous les pays
peuples et nations
opprimés,
unissez-vous !
Organisme central
du Parti
Communiste Révolutionnaire
Internationale Socialiste

pour le socialisme

HEBDOMADAIRE

SEMAINE DU 9 AU 15 AVRIL 1981

N° 38 — 5 F

Directeur de publication : R. Rodriguez

Commission paritaire : n° 62 712

Imprimerie IPCC (Paris)

Pour toute correspondance
écrire à :

POUR LE SOCIALISME
c/o FRONT ROUGE
BP 68
Paris 75 019

Compte bancaire :
BNP 271 659 66

Abonnez-vous
à *Pour le Socialisme*

Progrès
de tous les pays
peuples et nations
opprimés,
unissez-vous !
Organisme central
du Parti
Communiste Révolutionnaire
Internationale Socialiste

pour le socialisme

20 numéros : 100 F
1 an : 200 F

Pour le Socialisme
ne paraîtra pas
la semaine prochaine.

Il reparaitra
normalement
le 22 avril.

SOMMAIRE

5-6 politique

L'ABSTENTIONNISME, UN ACTE POLITIQUE ?
Le phénomène abstentionniste observable à chaque élection est-il le symptôme d'un rejet du système politique en place? Il semblerait qu'il faille plutôt y voir le fait d'électeurs indécis, mal situés politiquement et souvent peu intégrés à la vie sociale.



7-8 politique

CHIRAC : UN REMAKE DE REAGAN ? La campagne électorale de Chirac s'inspire, quant à ses propositions économiques, de thèmes proches de ceux développés aux Etats-Unis par Reagan. Quelle est la crédibilité en France du programme économique du candidat Chirac ?



10-11 idées

LA REVOLUTION EN DETAIL ? Dans son dernier numéro, la revue *Autrement* donne une multitude de témoignages sur des comportements individuels qui tentent d'échapper aux contraintes de la société capitaliste, en ayant renoncé à la renverser.

12-13 immigrés

IMMIGRES : UNE ECOLE BIEN PARTICULIERE : A Gennevilliers, dans une cité habitée exclusivement d'immigrés, une école fonctionne en prenant en compte leurs problèmes culturels spécifiques. Une expérience unique en France.

14 inter



FORUM DU MSRA : Un forum sur l'Afghanistan a réuni de nombreuses personnalités à Paris : on y a notamment fait le point sur l'état de la situation dans ce pays.

15-16 inter

ARGENTINE : QUELLE OUVERTURE ? Le général Videla vient de passer la main au général Viola, que l'on présente comme l'homme de l'ouverture politique, du dialogue. Qu'en est-il de cette image d'ouverture que la junte essaye de se donner après cinq ans de régime répressif ?



17-18 inter

GUATEMALA : Où en est aujourd'hui la lutte du peuple guatémaltèque contre la dictature ?



19-20 lutter

LYON : CARNAVAL DES LIBERTES : Contre les atteintes aux libertés démocratiques, une forme originale de manifestation, un défilé de carnaval, organisé à l'appel de trente associations.



DECLARATION DU PCR

L'ELECTION présidentielle des 26 avril et 10 mai prochains s'inscrit dans un contexte social et politique particulier, qui en détermine les enjeux. La poussée constante du chômage et de la vie chère, la régression non moins constante des libertés et des droits acquis attestent en elles-mêmes de la nocivité du pouvoir en place depuis sept ans. Pour des millions et des millions de travailleurs de ce pays, le bilan du septennat Giscard est concret, il se mesure en difficultés quotidiennes et en regards angoissés vers l'avenir, si continue cette politique-là. Alors oui, puisque l'occasion s'en présente, il faut tout faire pour que Giscard et son cortège de Barre et de Peyrefitte s'en aillent, il faut tout faire pour que ne se prolonge pas ce pouvoir si nocif et si destructeur.

Pour autant, on ne saurait réduire le contexte de cette élection présidentielle à la seule existence d'un pouvoir qu'il faut chasser. En face de celui-ci, la gauche incarnée par Mitterrand et Marchais donne le spectacle de ses scléroses. Au sein même de ces institutions comme dans les syndicats ouvriers, dans le mouvement associatif comme à l'extrême-gauche surgissent des interrogations nouvelles, des appréhensions originales de la réalité, des volontés de démarches novatrices, mais Mitterrand et Marchais ne changent pas leurs réponses, bien au contraire. Travaillant à la mise en œuvre de projets politiques large-

ment divergents, ils restent sourds, et pour cause, aux idées neuves qui émergent dans tous les domaines, qu'il s'agisse des relations de travail, du rapport à la politique, ou de ce qui concerne les relations sociales.

Ainsi donc, alors que depuis plus de deux ans, ça bouge à gauche, l'élection présidentielle se réduirait une fois encore à l'affrontement entre une droite dont la nocivité n'est plus à démontrer et une gauche institutionnelle dont la sclérose ne l'est pas moins ?

Depuis plusieurs mois, nous nous sommes quant à nous attachés opiniâtrement à briser cette logique réductrice. En proposant la mise sur pied d'une candidature représentative de cette gauche nouvelle qui aspire à naître, nous cherchions à ce qu'émergent, dans le champ politique électoral, les questions essentielles à qui veut vraiment changer la société et avancer vers le socialisme. Traduite concrètement par la présence d'une seule personnalité représentative, ou par la mise sur pied — pour la campagne du moins — d'un « ticket » groupant plusieurs noms, une telle candidature aurait permis le dépassement de la logique sectaire dont souffrent les forces de gauche critiques. Elle eût été génératrice d'une recomposition de la gauche à laquelle beaucoup aspirent, même de manière diffuse.

Malgré nos efforts, une telle candidature n'a pu voir le jour, les réflexes anciens l'emportant une fois de plus. L'occasion était pourtant belle de voir se regrouper de manière un tant soit peu large le courant populaire de la gauche nouvelle.

Nous n'entendons pas pour autant céder à la passivité. Pour le premier tour, nous n'irons pas rejoindre la cohorte des abstentionnistes, parce que nous n'avons pas vocation à fréquenter la touche quand se joue sur le terrain une partie politique où nous prétendons jouer notre rôle de révolutionnaires. Nous n'appelons pas à voter Marchais — parce que le projet de capitalisme d'Etat véhiculé par le PCF fait partie des dangers que nous entendons combattre — pas plus que Mitterrand. Au nom de la prétendue efficacité électorale, un tel vote n'aurait pour effet que de contribuer à étouffer ce qui naît et se développe en opposition justement au réformisme du PS. Nous ne soutiendrons pas la candidature sectaire, publicitaire et sans perspectives d'Arlette Laguiller, et nous n'apporterons pas notre appui au candidat écologiste désormais trop compromis avec l'Elysée.

Nous appelons à voter pour Huguette Bouchardeau. Sans doute sa candidature n'est-elle pas en correspondance complète avec ce que nous avons recherché, et des divergences existent, sur la manière de poser le problème du désarmement, par exemple. Elle peut cependant être une contribution à la nécessaire recomposition de la

gauche. Pendant les derniers temps de la campagne électorale d'abord, en permettant, autour du soutien à Huguette Bouchardeau, la confrontation et le débat de ceux qui aspirent à autre chose que l'étouffement dans les grands partis de gauche ou le repli sectaire de l'extrême-gauche, ou l'apolitisme. Au soir du 26 avril ensuite, parce que toutes les voix réunies autour de cette candidature auront une signification particulière : elles seront sans ambiguïté de gauche tout en affirmant leurs réticences aux propositions véhiculées par Mitterrand et Marchais.

Enfin et surtout, nous entendons faire en sorte que notre soutien à la candidature d'Huguette Bouchardeau puisse aider un tant soit peu, car c'est urgent, à une réflexion-confrontation qui aille bien au-delà des présidentielles, et ce avec tous ceux qui se sentent concernés.

Enfin, pour le 10 mai, nous appelons d'ores et déjà à voter pour le candidat de gauche qui sera présent à ce deuxième tour. En toute connaissance de cause, et sans aucune illusion. Nous le faisons parce qu'il serait insupportable pour les travailleurs de ce pays que subsiste encore ce détestable régime giscardien. Nous le faisons aussi parce que, perceptible à l'état de germe, la recomposition de la gauche ne pourrait qu'être facilitée par le déblocage de la situation sociale et l'essor des luttes que pourrait engendrer la présence de Mitterrand à l'Elysée — puisqu'aussi bien c'est lui qui, à gauche, a le plus de chances d'être en lice le 10 mai prochain.

ASSEMBLÉE DE GAUCHE ET D'EXTRÊME-GAUCHE DANS LE 20^e ARRONDISSEMENT DE PARIS

Mardi 31 mars, un peu plus de soixante-dix personnes se sont retrouvées, dans une assemblée autour du mot d'ordre « *débattre, unir, lutter* ».

Militants, notamment CFDT, CGT, PC, PS, PSU, PCR, militants du mouvement associatif assez important dans le 20^e, se retrouvèrent pour débattre de l'expérience passée et de l'avenir de la gauche, des divisions syndicales et des moyens de les surmonter, et des luttes sur l'arrondissement.

De notre correspondante Paris-20^e

L'ASSEMBLÉE était préparée depuis plusieurs semaines par des militants de diverses provenances politiques et syndicales s'étant rencontrés dans un comité *Union dans les luttes*. La pratique du débat politique entre points de vue différents existait déjà entre quelques-uns, ce qui donna des discussions parfois vives mais toujours correctes et dans le souci d'aboutir à un but commun.

Soutien aux luttes

Après une brève présentation de l'initiative et des motifs qui animaient les militants à l'initiative de cette soirée, une responsable de l'UL-CFDT et un militant du Cadastre présentèrent la lutte en cours contre le licenciement de hors-statuts dans cet établissement. Lutte où devant les attaques dures de la direction, le bon sens l'a finalement emporté et l'unité entre CGT et CFDT et un autre syndicat a pu se réaliser. Une collecte était faite. Elle rapportait, fait sans doute significatif, plus que celle réalisée quelques jours auparavant dans un meeting PCF de 7 000 personnes. Un engagement était pris par l'assistance d'aider au soutien de cette lutte. Une collecte faite place Gambetta a été empêchée par la police. Une nouvelle collecte sera imposée au même endroit en venant soutenir le plus massivement possible les grévistes du Cadastre.

Trois forums se sont ensuite déroulés. Le premier sur l'union, les divisions de la gauche et les perspectives, un second sur l'unité d'action syndicale, et le

troisième sur les luttes dans le 20^e.

Des questions importantes sont débattues

Dans le premier forum, un militant du CERES présenta un point de vue sur ce qu'a représenté le programme commun et les causes de la division.

Ce point de vue était que, depuis 1920, deux courants du mouvement ouvrier se sont regroupés autour d'une identité différente qui détermine une image que chacun a de lui-même et de l'autre. Le programme commun préparé d'un côté par la formation d'un nouveau PS au congrès d'Épinay et par le Manifeste de Champigny se fondait après 1968 sur la nécessité de rassembler ces courants divergents autour d'un programme ouvrant la voie au socialisme par des réformes irréversibles. Plusieurs militants du PS et du PC indiquèrent que, pour eux, autour de ce programme, l'identité de chacun des partis pouvait se modifier en faisant un pas l'un vers l'autre. Possibilité pour le PS de s'écarter de la voie de la gestion social-démocrate et pour le PC d'abandonner un schéma sectaire de repli sur lui-même, d'intolérance vis-à-vis d'autres courants. Mais tant dans le PS que dans le PC l'identité propre de chacun des partis n'a pas pu être dépassée et la cassure s'est faite, dont chacun des deux partis porte la responsabilité notamment un courant de droite dans le PS et un courant sectaire dans le PC.



Les habitants du 20^e confrontés à la politique municipale de rénovation-réhabilitation.

Les militants présents de ces deux partis soulignaient qu'il n'y avait pas eu prise en charge de ce programme par la base. Ils reconnaissaient également que ce programme était passé à côté d'un certain nombre de réalités présentes dans la société en particulier l'écologie, le mouvement des femmes, le mouvement de soldats où l'extrême-gauche a joué un rôle important.

Les idées issues de mai 68

A partir de là, la discussion s'engageait. Des militants du PCR, du PSU, de l'OCT notamment intervenaient pour montrer en quoi à leur sens le programme commun était passé à côté d'une réalité importante issue largement de mai 1968. Les luttes ouvrières du début des années 70, où, à partir de l'exemple de Lip, deux logiques différentes se sont fait jour : pouvions-nous compter sur une simple délégation de pouvoir ? Ou fallait-il prendre en compte une volonté certaine de donner une large place à la démocratie directe tant dans les luttes que dans la société socialiste à construire ? Ces luttes se sont-elles réduites à de simples mouvements revendicatifs ou traduisaient-elles des aspirations

nouvelles, facteurs de bouleversement de la société ; rapports au travail, rapports de pouvoir, rapports interindividuels, volonté de débattre ouvertement de tout ce qui régit la vie des travailleurs dans cette société. Ces problèmes n'engagent pas seulement la conduite des luttes, mais bien également les facteurs qui peuvent permettre la transformation et l'instauration d'une société nouvelle.

Deux logiques se sont affrontées et parfois durement dans cette période. Le rapport au pouvoir a été plus particulièrement discuté dans ce forum.

A ce stade, le débat montrait nettement aussi bien de la part des militants de gauche que ceux d'extrême-gauche la nécessité de creuser le problème réformisme/révolution en essayant d'abandonner des schémas simplistes de part et d'autre. Débat qui reste pour l'essentiel à mener.

En ce qui concerne l'identité différente des partis de gauche qui n'a pas été surmontée dans la période du programme commun, l'idée a été avancée qu'elle a donné lieu à des projets de société différents pour une bonne part à l'origine de la rupture. Cette idée n'est pas encore largement partagée par les militants de gauche présents, bien que certains l'aient reprise; c'est

donc aussi un débat à poursuivre.

Une autre idée a été avancée mais très rapidement, celle d'une plateforme de revendications économiques et politiques en cas de victoire du candidat de gauche.

Vers une nouvelle gauche

Ce forum, en résumé, a commencé à aborder quelques problèmes essentiels. Il marque la nécessité et la volonté de le poursuivre. Il marque également la nécessité d'un projet alternatif crédible pour rénover la gauche. Plus tard, dans l'assemblée générale, un militant du PCR notait qu'il n'y avait plus seulement deux courants différents à gauche, matérialisés par le PC et le PS, mais qu'il y en avait bien un troisième qui se cherche aujourd'hui et qui doit trouver son expression à travers un projet propre et la formation d'une gauche nouvelle pour ne pas rester prisonnier d'un jeu qui consiste uniquement à faire pression sur le PC et le PS. C'est là aussi un débat à poursuivre.

SUITE PAGE 6

L'ABSTENTIONNISME : UN ACTE POLITIQUE ?

Par Nicolas DUVALLOIS

« **O**n n'en a rien à faire. De toute façon, on n'ira pas voter ». Dans quel bistrot de France cette réflexion n'a-t-elle pas été entendue plusieurs fois ces derniers temps ? Combien de discussions autour d'un verre de Ricard n'a-t-elle pas ponctuées ? Le refus de vote — l'abstention — est de fait un phénomène non négligeable dans notre pays : le 12 mars 1978, quelque 6 062 173 personnes ne se sont pas rendus aux urnes, ce qui représente tout de même plus de 17 % des électeurs inscrits, ou si l'on préfère, un score à peu près analogue de celui de l'UDF.

Phénomène par essence difficilement cernable, l'abstention charrie ainsi depuis des lustres un bon nombre d'idées toutes faites. Les dimanches matins d'élection, les vieux socialistes formés à l'école laïque scrutent le ciel, et, voyant le soleil poindre, en déduisent péremptoirement que « c'est bon pour la gauche », le beau temps devant nécessairement conduire à une plus forte abstention... des électeurs de droite. Les anarchistes invétérés se précipitent quant à eux sur les résultats proclamés pour conclure du taux d'abstention à la justesse de leur théorie sur la non-participation au « cirque électoral ». L'extrême-gauche, elle-même, n'a pas été exempte de ce type de raisonnement, notamment depuis 1968 : puisque les élections sont des « pièges à cons », ceux qui n'y participent pas ont pu apparaître, parfois, comme des gens particulièrement intéressants, dans la mesure où ils échappent au « piège »...

Des mythes à la réalité

La réalité, on va le voir, est fortement éloignée de ces idées toutes faites. Dans un pays baigné depuis un siècle dans la tradition électorale comme l'est la France, le phénomène abstentionniste apparaît bel et bien comme marginal au sens propre du terme, en ce sens qu'il est en marge du champ politique. Regarder cette réalité en face, ce n'est évidemment pas donner de quelconques gages à un centre d'information civique, c'est simplement prendre en compte le vrai, et par là même se situer

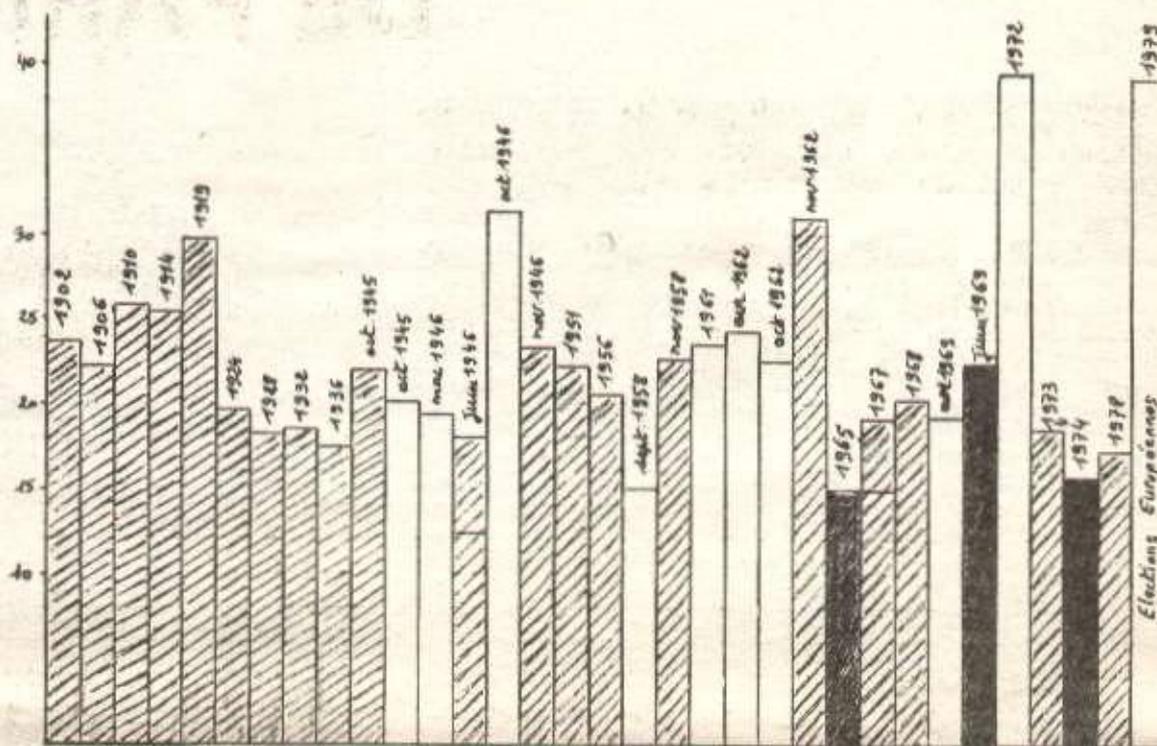
dans le débat politique, et non sur la touche.

La réalité du phénomène abstentionniste est évidemment diverse selon les élections auxquelles on a affaire, même si quelques permanences pourront être constatées. Ce qui nous intéresse ici, en clair, c'est la nature et la place politique des gens qui vont refuser d'aller voter le 26 avril prochain, et au travers de cela l'opportunité qu'il y aurait pour des révolutionnaires à apparaître au milieu de cette masse.

Il convient donc d'abord de spécifier les différents types d'élections. En faisant tout d'abord la différence entre les élections nationales, sollicitant l'ensemble des électeurs français placés devant un même choix, et les élections locales. Ces dernières, les « municipales », ou les « cantonales », et à plus forte raison quand elles sont partielles, charrient un nombre important d'abstentionnistes qu'on ne saurait confondre avec ceux des élections nationales. L'enjeu réel de la désignation d'un conseiller général, par exemple, et surtout dans les zones rurales, apparaît en général plutôt mince, et à plus forte raison quand l'éventail politique des candidats est restreint et que ceux-ci, dans ce type d'élection, tentent plus d'atténuer leurs spécificités que de les mettre en lumière. On remarquera cependant que dès que des élections locales se « raccordent » à un enjeu national, le nombre des abstentionnistes diminue fortement : en 1977, par exemple, la présence typée de listes de gauche et de droite aux municipales a conduit à un taux de participation relativement fort. Mais laissons cependant de côté les élections à caractère local.

Quatre exceptions en un siècle

Parmi les élections nationales, toutes ne se ressemblent pas là non plus. On ne peut pas tirer d'enseignements substantiels des 39,3 % d'abstentions notées aux élections européennes de juin 1979 : il s'agissait des premières élections de ce type, et surtout, la suite l'a amplement justifié, les conséquences des votes pour la situation politique étaient d'une extrême minceur. On peut dire la même chose des 39,5 % du



Les abstentions lors des 33 élections nationales qui ont eu lieu en France depuis le début du siècle.

Pour ne pas surcharger le tableau, nous n'avons pas publié les résultats du second tour : en 1965, les abstentions s'élevèrent à 15,7 % des inscrits au deuxième tour, en 1974, 12,63 %, en 1978, 15,3 %.

référendum de 1972 portant là encore sur les questions européennes. Qui plus est, cette année-là, le Parti Socialiste avait appelé au boycott. Sur les 31 autres élections à caractère national qui ont eu lieu en France depuis le début du siècle, deux exceptions figurent : 31,4 % d'abstentions au référendum d'octobre 1946, et 31 % aux législatives de novembre 1962. Le premier cas traduit une forte indécision de l'électorat : il s'agissait d'adopter la constitution qui allait être celle de la IV^e République. Les partis au pouvoir — MRP, SFIO et PCF — firent une molle campagne pour le oui, les gaullistes menant, eux une vigoureuse campagne pour le non. Ni enthousiastes devant le projet, ni pour cela favorables aux thèses gaullistes, beaucoup d'électeurs se réfugièrent dans l'abstention. La faible participation aux législatives de novembre 1962 s'explique quant à elle par la lassitude — trois semaines plus tôt avait eu lieu un référendum — et aussi par l'absence d'enjeu, au premier tour en tout cas : face aux gaullistes triomphants et mobilisés s'opposaient les restes d'un « cartel des non » bien peu engageant allant de Bertrand Motte à Guy Mollet.

Ces exceptions étant faites, on constate une remarquable stabi-

lité du nombre d'abstentionnistes : de 17 à 24 % en règle générale. Même en 1968, alors même que la dénonciation du système électoral avait pu apparaître comme un des traits saillants du mouvement de mai, le nombre d'abstentionnistes fut comparable : 20 %. Sans doute quelques transferts s'opérèrent-ils alors, certains militants s'abstenant spécialement tandis que des membres de la « majorité silencieuse » se faisaient violence pour aller soutenir leur régime en péril, mais en tout état de cause ces transferts furent restreints.

Abstentionnistes « forcés »...

Alors, qui sont-ils, ces abstentionnistes dont le pourcentage varie finalement fort peu d'une élection nationale à l'autre ? Dans son livre *L'abstentionnisme électoral en France*, qui fait autorité et que des études récentes ont corroboré, Alain Lancelot en fournit plusieurs descriptions. Il y a d'abord les « abstentionnistes forcés » : il s'agit là des électeurs dûment inscrits, mais qui, pour une raison particulière et personnelle, (maladie, voyage, impossibilité matérielle diverse de se rendre au bureau de vote)

ne peuvent aller voter le jour donné. Compte tenu du grand nombre d'électeurs impliqué (environ 35 millions aujourd'hui), leur nombre est loin d'être négligeable, puisque Lancelot les estime, sur la base d'études précises, à quelque 2 millions et demi. Par définition, pourrait-on dire, ceux-là ne s'abstiennent pas régulièrement, et par conséquent leur renouvellement est très fort d'une élection à l'autre. Reste qu'aucun des systèmes mis en place (votes par procuration, ouverture plus tardive des bureaux de vote, etc.) n'est parvenu à en réduire le nombre.

...et invétérés

Une deuxième catégorie d'abstentionnistes est ce qu'on pourrait appeler les « abstentionnistes d'isolement socio-politique ». C'est de loin la catégorie la plus nombreuse, et il convient de s'y arrêter. On peut d'abord ranger dans cette catégorie les adultes non inscrits sur les listes électorales, et qui par conséquent ne disposent même pas du droit de voter. On peut estimer qu'ils étaient plus de 4 millions dans ce cas en 1974. Ceux-là appartiennent en général aux catégories les plus défavorisées, sociologi-

quement et politiquement, de la population : ne suivant pas l'information, se désintéressant quasi-totalement de la politique, n'ayant de communications sociales qu'entre eux, ils ne sont pas intégrés dans la société, et ne s'estiment pas concernés par ses évolutions. La définition que certains donnent du « quart-monde » peut aider à les décrire. Les « abstentionnistes invétérés » se rapprochent de très près de cette catégorie. Leur nombre peut être estimé à plus de 3 millions. Eux sont inscrits sur les listes électorales, soit parce que, venant de zones rurales, leur inscription a été automatique, soit parce qu'ils ont « bénéficié » des sollicitudes des partis, comme l'a fait le PCF dans la dernière période. Mais inscrits, ils ne votent jamais.

Pour des raisons à peu près identiques à la catégorie des non-inscrits : non intégrés dans la société française, ils ne se sentent en rien concernés par sa vie politique. La vie sociale ne les concerne d'ailleurs pas plus : les études portant sur ces abstentionnistes ont montré qu'ils ne participaient pas, non plus, aux différentes élections professionnelles les concernant, et qu'ils ne se préoccupaient pour ainsi dire pas de l'actualité sous ses différentes formes.

Dresser un tableau des abstentionnistes ne saurait en rien apparaître comme méprisant pour ces catégories de la population. Elles sont simplement l'image des conditions de vie et de pensée dans lesquelles le système confine une partie de notre peuple.

Aux abstentionnistes forcés et aux abstentionnistes invétérés s'ajoute un troisième groupe, nettement moins nombreux en général, mais aux effectifs fort variables cependant : les « abstentionnistes de conjoncture » qui tantôt votent, et tantôt refusent de le faire. Tiendrait-on là, enfin, les « abstentionnistes politiques », ceux qui exprimeraient, au travers du refus de vote, une hostilité positive à l'égard du système en place ? Rien n'est moins sûr. Les études faites à leur sujet, et notamment celle d'Alain Lancelot, montrent en fait que leur refus de vote s'assimile plus au renoncement, ou à l'indécision, qu'à une volonté politique déterminée. Les « abstentionnistes conjoncturels » refusent les candidats présentés comme « extrêmes », et affichent très majoritairement leur préférence vers le marais centriste. Face à des candidats n'exprimant quant au fond que des nuances, ils hésitent, et se réfugient dans le non-vote. C'est l'abstention refuge, l'incapacité finalement à se déterminer sur l'échiquier politique, à faire un choix en fonction d'une situation donnée. S'agissant du premier tour d'une élection nationale, cette incapacité traduit à tout le moins une marginalité contestable. Notons cependant qu'il peut ne pas en être de même au second tour de certaines élections, le système actuel limitant à l'extrême le choix proposé à ce moment-là. Ceux qui, en 1969, ont refusé le choix entre Pompi-



dou et Poher ne peuvent évidemment être classés aussi aisément dans la catégorie des « abstentionnistes de renoncement ». Il en va de même sans doute pour le deuxième tour des législatives de 1978.

En marge

La description ci-dessus des différents types d'abstentionnistes trouve son correspondant dans la récente enquête sur les élections de 1978 consignée dans l'ouvrage *France de gauche, vote à droite*. On y découvre ainsi que les catégories sociales qui comportent dans leur sein le plus d'abstentionnistes, en 1978 donc, sont les petits commerçants, les femmes au foyer, et les manœuvres. Interrogés pour savoir s'ils sont « proches ou assez proches » d'un parti, 75 % des abstentionnistes répondent non. Comme de juste, il convient d'ajouter à ceux qui, à l'occasion de l'enquête, se sont déclarés comme abstentionnistes, ceux qui n'ont répondu à quasiment aucune des questions posées. Au total, se dessine ainsi le portrait de ce que les sociologues appellent les « rôles subordonnés » : les jeunes, les personnes âgées, les femmes, et surtout parmi les non-actifs.

Les faits sont donc patents : l'abstentionnisme électoral en France n'est pas le fruit d'une claire conscience des iniquités du système politique, bien au contraire. Il est très largement le fait des catégories marginalisées par ce même système, et par là même bien peu opérantes pour le transformer. Le 26 avril prochain, à quelques quantités infinitésimales près, ceux qui seront en état d'aller voter et ne le feront pas ne prouveront rien d'autre que leur extériorité au champ politique.

ASSEMBLÉE DE GAUCHE ET D'EXTRÊME-GAUCHE DANS LE 20^e ARRONDISSEMENT DE PARIS

SUITE DE LA PAGE 4

Quelles luttes unitaires sur le 20^e ?

Des militants de l'UL-CFDT, d'associations (Santé, Que Choisir, Emploi, Mare-Cascades), d'un groupe de handicapés, du MSRA (Mouvement de soutien à la résistance afghane) participaient au forum Luttes sur le quartier, ainsi que des habitants du 20^e intéressés par la vie sur le quartier et prêts à s'y investir.

Les participants de ce forum se sont rapidement mis d'accord sur le fait qu'il était nécessaire de prendre un temps pour échanger les expériences, pour expliquer le travail qui était fait et très vite, on s'est rendu compte qu'un certain nombre de nos préoccupations étaient semblables, qui s'articulaient autour de la question de pouvoir travailler et vivre sur le 20^e. Et que dans la lutte, à des degrés divers, on se trouvait confronté à la mairie de Paris (rénovation-réhabilitation, cartes orange pour les chômeurs, emploi et démantèlement des entreprises directement liées à une spéculation immobilière). Face à cela des participants notamment la militante syndicale du 20^e, a mis l'accent sur la nécessité d'unir les luttes du quartier et celles des entreprises, d'apporter un soutien aux luttes, comme celle du Cadastre en ce moment, non seulement en apportant un soutien financier, mais aussi en essayant d'unir le

maximum de gens du quartier autour de cette lutte sur l'emploi.

Par ailleurs, la proposition a été faite d'envisager la création d'un journal sur le 20^e, permettant l'échange des informations entre le mouvement associatif et le mouvement syndical et qu'il serve de support au débat politique pour aller dans le sens d'une union un peu nouvelle et durable des forces de gauche.

Dans ce cadre, le forum s'est posé un certain nombre de questions concernant le type de gens que l'on voulait concerner par ce journal (largement ou seulement les militants), dans quel but ? Est-ce que ce serait un journal de spécialistes ou alors est-ce que les moyens seraient pris pour qu'il soit élaboré assez largement ? Autant de questions qui restent à réfléchir.

D'autre part, les participants de ce forum se sont mis d'accord sur le fait de prendre des initiatives allant dans le sens de mobilisations communes au sein du mouvement associatif et avec le mouvement syndical.

Quelle unité syndicale ?

Le forum sur l'unité syndicale enregistrerait les divisions présentes, obstacles au développement des luttes contre les attaques de la bourgeoisie.

Une discussion sur la motivation de chacun des militants CGT et CFDT présents, d'adhésion à ces deux syndicats montrait que des cultures ouvrières différentes étaient à l'origine de ces adhésions.

Une discussion contradictoire s'est engagée sur l'analyse du recentrage de la CFDT. Un militant de la CGT a développé son point de vue sur l'identité de la CGT en éclairant notamment le fait que la CGT n'a pas toujours été ce qu'elle est aujourd'hui. Elle a pendant longtemps eu un projet propre de transformation révolutionnaire de la société, indépendant des partis. Projet qu'elle a abandonné au profit d'une fusion de sa perspective avec celle du PCF.

La décision a été prise de poursuivre cette réflexion par la mise en place d'un groupe de réflexion syndicale sur le 20^e.

Dans l'ensemble, à l'actif de cette soirée : un débat réel s'est engagé sur de vraies questions porteur d'une réflexion plus riche à l'avenir. Une volonté d'un combat commun s'est matérialisée sur le 20^e quel que soit le résultat des élections. Une volonté de compréhension et de recherche politique commune existe maintenant. Le mot d'ordre « Débattre, unir, lutter » peut, si chacun y veille, déboucher sur une dynamique de lutte et de réflexion politique dans le 20^e concernant une frange militante qui peut s'étendre encore davantage.



Les propositions économiques du RPR REAGAN AGAIN ?

Le candidat Chirac est reparti en guerre. Mais son discours a étonnamment changé depuis sa démission du gouvernement en 1976. Non seulement ses principaux coups vont à Giscard, mais de plus le ton s'est modifié : aux diatribes parfois violentes de 1978, a succédé un discours qui se veut plus persuasif, tandis que se produit un lent glissement vers le terrain des propositions économiques qu'il n'hésite pas à caractériser de « nouvelle politique économique ». Empruntant largement aux idées de la « nouvelle économie » anglo-saxonne qui sévit désormais aux USA ou en Grande-Bretagne, Chirac n'espère-t-il pas refaire le coup de Reagan ?

Quelles économies ?

Cinq masses se dégagent de la répartition établie par la loi de finances pour 1981.

- la première (titre 1) concerne la dette publique (37,3 milliards). S'agissant d'emprunts contractés par l'Etat, il ne peut être question pour Chirac de grignoter sur ce poste.

- Ensuite viennent les dépenses militaires (56 milliards). Là encore le chef du RPR propose de ne rien toucher. Il a même proposé d'augmenter un peu les dépenses de fonctionnement.

- Troisième poste, les dépenses d'investissement civil et militaire, dites dépenses d'équipement (100 milliards) pour lesquelles Chirac pense qu'on les a trop comprimées les dernières années pour pouvoir les diminuer à nouveau. Restent alors deux postes :

- les dépenses de fonctionnements civil (235 milliards) et les dépenses d'intervention (189 milliards) sur lesquelles on pense donc pouvoir économiser 7 %.

En ce qui concerne les premières, les quatre cinquièmes constituent des salaires et des rémunérations qu'il ne sera guère possible de réduire la première année. A supposer par la suite une diminution du nombre de fonctionnaires pour revenir comme le dit Bernard Pons au niveau de 1976, cela représenterait 182 000 fonctionnaires en moins sur cinq ans. Soit d'après les calculs qui ont été faits par divers observateurs, une économie de l'ordre de 3 milliards par an.

Par Jean JAULIN

« L'EMPRISE de la bureaucratie atteint les limites du supportable. Un socialisme de fait tend à s'instaurer dans notre pays parce que l'Etat prélève une part croissante de ce que produisent les Français ».

Voilà qui suffit à préciser l'analyse que fait le RPR de la crise économique actuelle. Excluant le pétrole (ce que nous savions déjà), bousculant sans le nommer VGE rendu responsable de « l'empiètement croissant sur la liberté », le président du RPR donne du chômage l'explication simpliste suivante : on paralyse les entreprises avec des règlements tatillons et une fiscalité « matraque » ; elles n'investissent donc plus. La croissance se ralentit. Le nombre de chômeurs s'accroît. L'Etat est donc obligé d'intervenir davantage... au détriment bien sûr des entreprises. La boucle est donc bouclée. C'est que le RPR appelle la « logique de l'échec » qu'il se propose de stopper. Mais comment ?

Réduire le train de vie de l'Etat

Il faudrait tout d'abord provoquer un « retournement psychologique ». De quoi s'agit-il ?

« Pour rendre confiance aux entreprises et à tous ceux qui participent à la vie économique, il faut montrer la ferme résolution d'arrêter le processus de collectivisation progressive de notre économie ». Reprenant l'adage giscardien, suivant lequel « au delà de 40 % de la production nationale, on entre dans le socialisme », le RPR propose d'inverser la croissance des dépenses publiques qui atteindraient en 1981 42 % du PIB.

Comment Chirac compte-t-il faire ce que le libéral d'Estaing n'a pu réaliser ?

Afin de ramener le taux des prélèvements obligatoires à 40 % en deux ans, une économie de 60 milliards de francs serait opérée. Trois moyens pour cela.

- 1) Limiter le train de vie de l'Etat.
- 2) Réduire les effectifs des fonctionnaires de 20 000 par an en ne remplaçant qu'à moitié les départs en retraite.
- 3) Réduire enfin les interventions économiques de l'Etat (44,3 milliards de francs en 1980).

Conscients d'autre part de l'impopularité de ces mesures anti-sociales, le RPR promet en contrepartie des allègements fiscaux à concurrence de 16 milliards pour l'impôt sur le revenu et de 13 milliards en faveur de l'investissement productif.

Véritable manne électorale : toutes les catégories sociales se voient gratifiées d'une réduction d'impôt :

- les cinq millions de foyers dont le revenu imposable ne dépasse pas 3 235 francs par mois

- pour tous les autres une réduction de 5 %

- quant aux entreprises — surtout les PME — Chirac leur promet tout bonnement de supprimer la taxe professionnelle qu'elles paient aux collectivités locales. Ces 35 milliards seraient réintroduits en fait scandaleusement par un accroissement de 2 % de la TVA. Scandaleusement, puisque cet impôt appelé indolore par les experts fiscaux (il est en effet compris dans le prix de vente affiché) est payé par le consommateur à part égale quel que soit son revenu.

Une cible électorale

Mais peu importe à Chirac. Il vise une clientèle politique bien précise. Tout d'abord sa clientèle traditionnelle composée pour un quart environ de chefs d'entreprises (PME) et de professions libérales.

Elle sera très sensible à ne pas en douter au chant libéral du président du RPR qui promet économies budgétaires, abandon de la taxation sur les plus-values, aides aux entreprises et amélioration du revenu des agriculteurs.

En outre, ce dernier espère bien gagner à VGE une partie des couches salariales attachées aux valeurs traditionnelles — donc réticentes vis-à-vis de la gauche — et rechignant de plus en plus contre le poids croissant de la fiscalité. Une partie des ouvriers votant traditionnellement à droite et sensible aux discours contre les « nantis » de la Fonction publique, pourrait être amenée à se tourner vers Chirac.

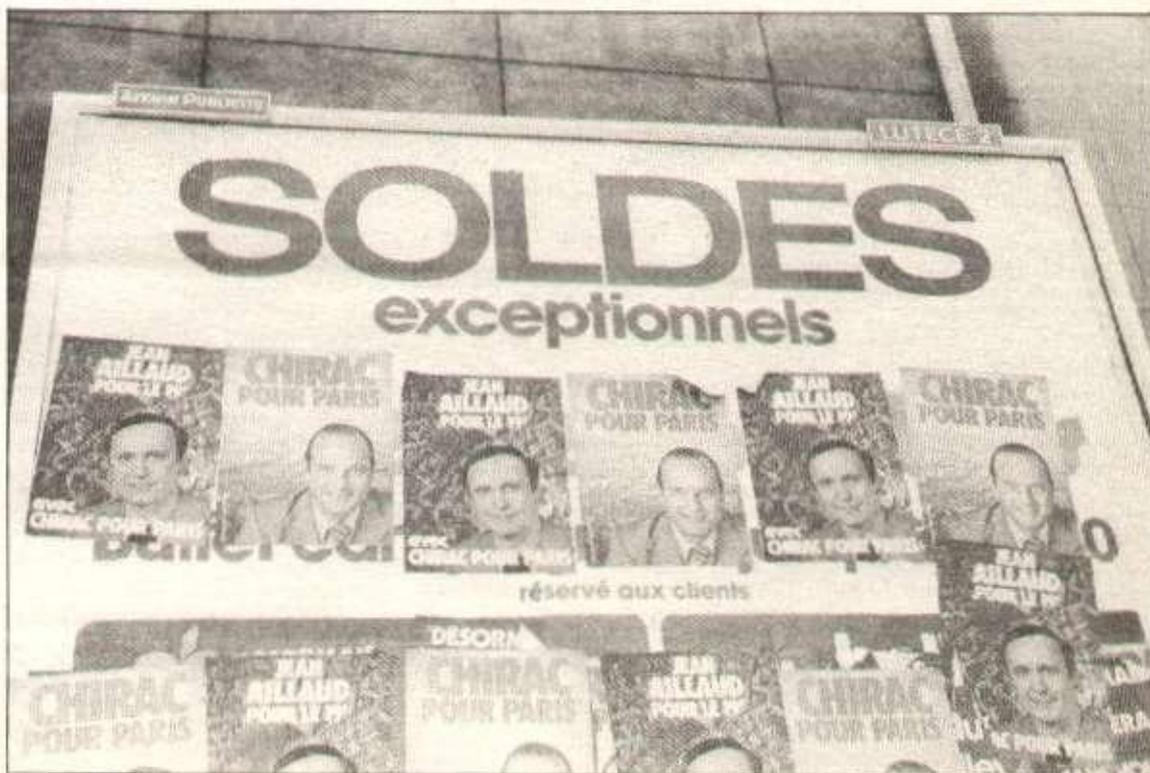
L'évolution des intentions de vote (cf tableaux ci-contre) depuis 1978 pourrait bien être symptomatique d'une tendance au repartage

des voies de l'électorat de droite traditionnel en fonction des discours tenus par ses deux principaux représentants.

Le programme de Chirac est-il bien réaliste ? Ou ne reste-t-il qu'un discours imprégné de préoccupations électoralistes ?

Jugeons-en : tout le programme du RPR tient dans les 30 milliards d'économies budgétaires qu'il compte réaliser en contrepartie d'une réduction promise de la fiscalité. A priori le montant est faible en proportion du budget qui devrait s'élever pour 1981 à 600 milliards de francs : soit une réduction de 5 % de celui-ci.

La tâche n'est pourtant pas si facile qu'il le paraît. La lourdeur des dépenses publiques, leur caractère structurel font que leur diminution n'est pas une mince affaire. Examinons cela en détail.



Evolution de la composition de l'électorat de Chirac

(sur 100 électeurs de Chirac)	1978	1981
professions libérales		
chefs d'entreprise	18	22
cadres moyens	20	20
agriculteurs	12	13
ouvriers	16	25
inactifs	34	20
18 à 34 ans	25	29
35 à 49 ans	23	32
plus de 50 ans	52	39
dont plus de 65 ans	25	16

Restent, dans le poste « dépenses civiles de fonctionnement » les frais de fonctionnement courant des administrations, d'entretien des locaux etc., frais se montant à 34 milliards pour 1981. Barre avait bien réussi à trouver là un milliard d'économies pour le projet de loi de finances de 1981, mais on voit mal comment pourraient être dégagés les 27 milliards restants à trouver. D'ailleurs, Chirac a précisé récemment qu'il ne comptait lui-même y puiser qu'à concurrence de trois milliards.

Trois milliards sur les salaires, trois milliards sur les frais de fonctionnement courant : il faudrait alors trouver à économiser sur les dépenses d'interventions.

Regardons de plus près comment se répartissent les 189 milliards correspondant à ce poste.

● Une première partie a trait aux interventions économiques en faveur des entreprises. La moitié (37 milliards) est destinée aux entreprises publiques ce qui recoupe en réalité pour 40 % des charges de retraite de la SNCF et des charbonnages. Or pour les aides directes, le budget 1981 a déjà prévu une régression de 17 % ! Une autre moitié englobe les aides à l'exportation, des primes de développement, les aides à la presse... qu'il sera difficile de supprimer totalement tant elles jouent un rôle essentiel pour certaines entreprises. Chirac a bien précisé samedi 21 mars qu'il comptait économiser 10



milliards par réduction du concours au secteur public et privé. Manifestement les choix seront douloureux et d'une efficacité économique douteuse au regard de ses propres objectifs (primes à l'exportation par exemple).

Le social, c'est fini ?

La deuxième masse des dépenses d'intervention concerne pour 110 milliards de francs, les dépenses « sociales ». Que recouvrent-elles ?

Pour un quart, ce sont des crédits à l'emploi (50 % allant directement aux entreprises sous la forme par exemple des « stages Barre »). Le reste concerne pour l'essentiel « l'aide » à la famille et le financement des équipements de santé.

Où Chirac peut-il faire des coupes sombres ? Sur les deux

derniers postes ? Certainement pas. La famille parce qu'il s'agit d'un thème majeur du RPR ; la santé car ces dépenses programmées depuis longtemps concernent des projets en cours de réalisation.

Peut-il alors rabioter sur les 24 milliards de crédits à l'emploi ? Dans la situation présente, d'augmentation rapide du chômage (+ 17 % en 1980), une réduction des « aides à l'emploi » amènerait rapidement des organismes comme l'UNEDIC ou les ASSEDIC, à une asphyxie financière telle que serait alors remis en cause l'équilibre social déjà bien précaire.

En effet, si la politique de Giscard a consisté à créer un amortisseur face au chômage grimant, elle a depuis 1980, opéré un retournement en réduisant au maximum le financement du chômage. Ainsi le rythme de progression des dépenses étatiques a-t-il été ramené de + 48 % en 1979 et + 45 % en

1980 à 17 % l'année suivante. Ce qui, en termes réels, (défalcqué de l'inflation) et compte tenu de l'accroissement du volume de chômage, traduit bien une baisse importante déjà réalisée des aides que reçoit chaque chômeur. Ainsi peuvent se comprendre la suppression des 90 % ou des mesures de radiation accélérée dans la dernière période.

Giscard, Thatcher, Reagan... et les autres

Où en sommes-nous des 30 milliards d'économie projetée par le RPR ? Très loin en réalité. Est-ce un hasard, de la mauvaise foi ou le poids d'une réalité sociale propre à la France ?

C'est bien de cette dernière dont il s'agit. Giscard, Barre n'ont pas fondamentalement un projet différent des intentions « libérales » de Chirac. Simplement ils tiennent compte des réalités socio-économiques propres à la France. La volonté de débudgétiser anime autant Giscard que Chirac : l'emploi (2 milliards), les aides aux entreprises (2,5 milliards) ou la « rationalisation » des procédures étatiques (3 milliards). Mais peut-on aller plus loin ? Barre lui-même le souhaite, mais, s'est-il aussitôt empressé d'ajouter : « Les Français ne le supporteraient pas ».

En fait, la France n'est pas l'Amérique de Reagan encore que celui-ci ait déjà largement reculé sur les promesses de réduction des dépenses publiques.

Dans ce pays, les dépenses publiques sont faibles (35 % contre 42 % en France ou 53 % au Danemark) et traduisent simplement d'autres modes de régulation et la possibilité de marginaliser durablement des couches importantes de la population (on dit qu'il y a 30 % de « pauvres » aux USA dont 80 % sont des noirs).

Le retour aux sources ... du libéralisme économique du XIX^e siècle

Chirac n'a rien inventé. Depuis le début de la crise les économistes libéraux se sentent le vent en poupe. Reprenant les thèses des économistes classiques du XIX^e siècle (Smith en l'occurrence), ils proposent de revenir à l'économie de la « main invisible ». Pour celle-ci, la concurrence parfaite entre les individus isolés est la reine de l'efficacité et de la liberté ; la vieille fable du loup et de l'agneau en quelque sorte. Ce courant, rejeté dans les oubliettes de l'histoire après la crise de 1929, connaît un regain d'importance, depuis que l'interventionnisme étatique promu par le prudent réformateur Keynes (le Welfare state) semble bien incapable de sortir les économies capitalistes de la crise qui se prolonge.

Le « nouveau libéralisme » étend ses ramifications jusque dans les officines de la nouvelle droite pure, représenté en France par le Club de l'Horloge qui vient de publier un ouvrage intitulé : Le grand tabou ou l'économie et le mirage égalitaire. Utilisant le rejet par les classes moyennes et les élites bourgeoises d'un Etat-providence qui a dû prendre en compte les luttes pour plus de justice et d'égalité, voilà qu'ils réaffirment que l'inégalité est le seul moyen de l'efficacité économique. Devenus conseillers de Reagan, ou de Mme Thatcher en Grande-Bretagne, ils deviennent en France les livres de chevet de Giscard et de Chirac. Ce dernier y trouve toute la puissance de son argumentation face à Giscard bien tenu aux réserves que lui impose sa position de chef d'Etat d'un pays où les travailleurs savent à quoi s'en tenir avec les règles d'or du libéralisme.

Est-ce le cas de la France ? On peut pour y répondre prendre l'expérience de Thatcher dans un pays plus proche sociologiquement du nôtre. Arrivée au pouvoir en 1978 avec un programme sensiblement similaire à celui de Chirac, elle a cherché à appliquer des économies drastiques.

Le résultat est élogieux : ruban bleu du chômage avec 2,3 millions de Britanniques sans-emploi comme aux plus mauvais jours de la crise des années 30. Les luttes sociales très dures dans les charbonnages, la sidérurgie ou l'automobile ont amené Thatcher à devoir reculer maintes fois. La centrale des patrons (le CBI) ne cesse d'ailleurs de demander un changement d'orientation tant la situation est dramatique. Serait-ce cela le programme Chirac ?



Elections professionnelles

RHÔNE-ALPES : D'IMPORTANTES DEPLACEMENTS DE SUFFRAGES AU DETRIMENT DE LA CGT

Il est encore difficile de donner un tableau complet des élections professionnelles dans la région Rhône-Alpes pour les six derniers mois (délégués du personnel et comités d'entreprises). Néanmoins, une constatation s'impose au vu des résultats des entreprises les plus importantes : il y a une érosion réelle et profonde de l'électorat CGT, non seulement sur une longue période, mais simplement depuis les élections prud'homales de 1979. Des « transferts » sont observables, au profit principalement de la CFDT, sanctionnés par des changements de majorité dans d'importants comités d'entreprises (ou la prise du « délégué sécurité » dans le cas de la SNCF)... Cette semaine, nous présentons certaines observations portant sur l'Ain, la Loire, la Drôme et l'Ardèche et les Savoies ; nous reviendrons ultérieurement sur l'Isère et le Rhône (pour lesquels de premiers éléments sont parus récemment dans nos colonnes).

D'après nos correspondants

Forte poussée CFDT en Haute-Savoie

Dans plusieurs branches importantes (métallurgie et alimentation) de larges transferts d'électorat ont eu lieu fin 1980, marquant une évolution sensible depuis 1978 et dont la progression CFDT aux Prud'hommes avait constitué un signe avant-coureur. C'est ainsi que l'on

relèvera à la Saeme (alimentation, entreprise de 1 100 salariés d'Amphion) : au CE (1^{er} collège ouvriers) : CFDT + 8,1 %, CGT - 7,2 % ; aux Eaux d'Evian (c'est le nom le plus courant de cette Saeme), voir la CFDT majoritaire n'est peut-être pas une surprise, mais la voir rater à 8 voix près la prise d'un siège suppléantaire qui aurait établi un rapport de 5 à 2 (actuellement 4 à 3) c'est un signe

d'évolution forte ! Même remarque concernant une grosse entreprise de roulements, la SNR d'Annecy (3 000 salariés) où la CGT perd 6,5 % des voix au CE (premier et deuxième collège : ouvriers-employés) et la CFDT gagne 6,5 % (passant à 55,8 % des suffrages). Ces deux exemples sur des secteurs de poids, dans un contexte d'assez forte activité syndicale pour la période sont confirmés par d'autres résultats qu'on pourrait évoquer (Saema, établissement d'Evian proprement dit : 98 % CFDT, 1^{er} collège ; Thomson CSF Thonon : 46,3 % CFDT, 34,5 % CGT, 14,9 % FO, 1^{er} collège...). Un des rares secteurs où la CGT progresse, c'est la SICN (métallurgie, Annecy, 300 salariés) où elle gagne un siège dans le premier collège. Mais c'est aux dépens de FO ; la CFDT étant majoritaire...

Dans l'Ain : la CGT et FO reculent dans la Santé

Il ne nous est pas possible actuellement de tirer un bilan de la situation dans ce département, faute d'un nombre suffisant de résultats. Nous y reviendrons donc, avec nos correspondants. Néanmoins sur un secteur, la Santé, des éléments sont actuellement disponibles concernant des établissements importants (hôpitaux St-Georges et Ste-Madeleine). On y observe une

érosion nette de la CGT (1 siège en titulaire et un en suppléant sur l'ensemble des hôpitaux du Centre Psychothérapie de l'Ain) ; une perte de FO (1 siège en moins en suppléants) est à enregistrer également. La CFDT obtient, quant à elle, 10 titulaires et 10 suppléants sur ce secteur.

Drôme-Ardèche : reculs CGT, dont la CFDT et FO profitent inégalement

Dans ces départements, FO représente un certain poids dans

se) à des élections « triangulaires », CGT-CFDT-FO.

Le succès de la CFDT n'en est que plus net, à l'échelle des Métaux de l'agglomération valentinoise (Valence, Clérieux, Bourg-lès-Valence...) en 1980, avec 33,5 % des suffrages - tous collèges et sur huit entreprises - (33,3 % 1^{er} collège ; 33,9 % 2^e collège), devant la CGT qui obtient 21,2 % (25,8 % au 1^{er} collège ; 14 % au 2^e collège) et FO : 13,5 % (10,8 % au 1^{er} collège ; 17,7 % au 2^e collège). Cela concrétise, par rapport à 1979, une perte de 1,3 % pour la CGT, une légère progression de 0,3 % pour FO et un gain de 3 % ; les métaux CFDT bénéficiant de la progression des suffrages exprimés.

Cette situation n'est d'ailleurs pas démentie à RPT-Valence où, au CE (décembre 1980), la CGT perd 8 %, FO et CGC gagnent ensemble 0,3 % et la CFDT progresse de 7,7 %. Néanmoins il faut noter que cette progression s'est effectuée de manière différenciée : gain chez les ouvriers et dans la maîtrise, perte chez les employés au profit de la coalition FO-CGC.

Dans l'Ardèche, où l'on dispose de moins d'éléments, on notera cependant deux résultats significatifs : RVI (ex-Saviem), Equipement.

Syndicats	CGT	CFDT	FO
Entreprises			
RVI Annonay,07	42,2 % (- 7,1 %)	39 % (+ 5,6 %)	13,3 % (+ 2,5 %)
Equipement,07	47 % (- 3 %)	23 % (- 2 %)	29 % (+ 4 %)

quelques secteurs qu'il s'agisse d'un « héritage » de positions traditionnelles dans la Fonction Publique (Equipement, par exemple), ou d'un camouflage d'anciens groupes CFT (comme à la SPIT de Bourg-lès-Valence).

On a donc plus souvent qu'ailleurs affaire (surtout dans le deuxième collège, avec la maîtri-

On voit là encore des pertes sensibles de la CGT, inégalement « redistribuées », FO parvenant à profiter - surtout dans la Fonction publique - de cette situation...

Dans la Loire : progression équilibrée de la CFDT

A l'exception des ARCT où la force de la CGT et de son UGICT-CGT se confirme largement à l'occasion des élections professionnelles, la CFDT enregistre de sérieux gains dans la période, dans le secteur public comme dans le privé (métaux notamment). Cette progression est assez nette pour amener un rééquilibrage en sa faveur dans la majorité des cas, voire pour changer la majorité dans une entreprise aussi importante que Saint-Etienne-Machine-Outil (ex-Hernault-Somua). Détail piquant, le PCF intervenait le matin même des élections pour soutenir la CGT, ce qui a fait dire à un responsable CFDT des Métaux stéphanois : « Le PCF nous a offert des voix supplémentaires ». Cette situation serait, bien sûr, fort ambiguë si, par ailleurs on ne savait pas que les Métaux CFDT de Saint-Etienne ne sont pas en reste pour mener la lutte, en particulier pour l'emploi !

Tableau de quelques résultats significatifs des élections professionnelles récentes dans la Loire (en %)

Branche	Métaux	Métaux		Métaux		Métaux	Textile	Sécu.soc.	Transports (SNCF)		
Entreprises	SSCM	SMO		RVI-Berliet		ARCT	RPT	CAF	Comités mixtes		
Localité	St-Etienne	St-Etienne		Bouthéon		Roanne	Roanne	St-Etienne	St-Etienne	Chateaucieux	
Collège(s)	Tous	1 ^{er}	2 ^e	1 ^{er}	2 ^e	1 ^{er}	2 ^e	1 ^{er}	Tous	1 ^{er}	2 ^e
CGT	47,1 (- 1)	44,8 (- 5,2)	14,9 (- 4,4)	50,4 (- 2,3)	40 (- 11,4)	80 (+ 1,6)	51,5 (+ 6,3)	65,2 (- 7)	36,2 (- 5,6)	51,4 (- 3,5)	20,3 (- 10,5)
CFDT	39,6 (+ 3)	55,2 (+ 5,2)	47 (+ 4,3)	49,6 (+ 2,3)	4,5 (+ 4,5)	16,2 (- 0,2)	34,2 (- 3,5)	34,8 (+ 7)	48,9 (+ 6,2)	32,4 (+ 2,8)	47,5 (+ 20,6)
FO						3,8 (- 1,4)	14,3 (- 2,8)		14,9 (- 0,6)		
CGC	13,3 (- 2)		38,1 (+ 0,1)		55,5 (+ 6,9)						20,3 (- 12,4)
Autres										16,2 (+ 0,7)	11,9 (+ 2,3)
				Secteur privé					Secteur public		

« Premier plan. Un walkman sur roulettes dans son rock autistique, un PDG new look et son informatique, le nez rouge de Coluche dans un fauteuil de ministre... les images des années 80 sentent fort l'indifférence, le narcissisme, le fric, la dérision. Pas d'angoisse véritable, mais des incertitudes; pas de révolte du grand soir, mais une grande lassitude. Un adversaire nous manque. et tout est sclérosé. Un adversaire, une cible. Une cause, un but. Bref, une raison - négative ou positive - de se battre ou de construire... C'est ainsi que commence le premier article « Editorial » du numéro 28 de la revue Autrement, consacré aux « Révolutions minuscules », avec en sous-titre : « Actions et causes en miettes. Qui « s'engage » aujourd'hui et pour quoi faire ? »

Par Monique CHERAN

D'EMBLÉE donc, ce numéro se place sur le terrain de ce qui est communément appelé « la crise des idéologies », « le vide politique ». Non pour pleurer, non pour gémir, dit-il, car après tout, cette crise n'est peut-être pas si négative. Qu'« on n'ose plus s'impliquer », ne serait-ce pas la preuve qu'on réfléchit, qu'on impose une distance salutaire aux « grands dogmes » ? Et le caractère « privé, invisible, minuscule », des engagements n'est-il pas, à tout prendre, préférable à l'indifférence ou à la dérision ?

Comportements individuels

Que traite donc plus précisément ce numéro, à travers ses interviews et ses analyses ? « Il s'agit bien d'individus plus spécialement motivés par leur désir d'action personnel et par le besoin impérieux de faire reconnaître leurs droits et, dans certains cas, leur identité méconnus. Il ne s'agit pas de mouvements sociaux dans la mesure où leur objet est un objet partiel qui ne postule pas directement un changement de société. C'est ici qu'on rencontre le problème - largement escamoté dans ce numéro - du « mouvement social », porteur d'un projet de société, mais sans rentrer dans les catégories du politique, c'est-à-dire la représentation d'intérêts de classe, un programme global de gouvernement et une volonté explicite de conquérir le pouvoir d'Etat ». On ne trouvera donc guère d'éléments sur le mouvement associatif, dont il est d'ailleurs dit dès le début qu'il est lui-même en crise... Bien sûr, une certaine analyse est développée sur le « recentrage » des militants « fatigués ». Mais c'est avant tout sur des comportements plus communs, des tendances plus générales que veut se pencher la revue : « Non, pas seulement l'humeur du temps ou le style des années 80, mais bien plutôt les objets, les médiations sur lesquels se retrouvent les

citoyens ordinaires, les hommes sans qualité, les non-militants ».

Des masses dépolitisées

Avec une hypothèse de départ : les masses seraient aujourd'hui dépolitisées, elles ne se réfèrent plus à un quelconque système de valeurs. Elles feraient la démonstration, en s'adonnant à des « pratiques pures qu'ont de sens qu'en elles-mêmes », qu'elles sont « au-delà de la politique ». Avec au bout du compte une question : qu'est-ce qui peut bien sortir de cette situation ? Et une réponse qui se veut moyennement optimiste : « Face aux analyses désespérantes, aux critiques cinglantes, aux propositions mirifiques de ce début d'année 1981, (ce numéro d'Autrement) voudrait montrer que le cadavre de la France créative bouge encore et convaincre les hésitants que le fond de l'air se réchauffe »...

Un courant de repli

Quelle est la toile de fond qui supporte un peu tout le numéro de la revue ? C'est en gros qu'aujourd'hui, selon les statistiques d'offices spécialisés, « 65 % de la population seraient à des degrés divers, touchés par (un) courant de repli ». Repli sur la famille, dans le cocon de la vie privée. A côté de cette catégorie majoritaire et silencieuse, une minorité, principalement chez les jeunes, qui se mettrait hors du jeu social. « Le hors jeu social, cela consiste à dire : je suis là, je veux un emploi, voire un crédit ; mais ne comptez pas sur moi pour m'impliquer dans votre affaire ». Cette catégorie de gens divise sa vie en deux, même une double vie. Résignée devant la nécessité de travailler pour vivre, elle en fait un temps mort inévitable, pour mieux s'investir ailleurs, à fond cette fois, dans les domaines les plus divers. On

LA REVOLUTION EN DETAIL ?

Dans son dernier numéro, la revue Autrement fait parler des acteurs d'« action en miettes », ne croyant plus à un « programme global ».

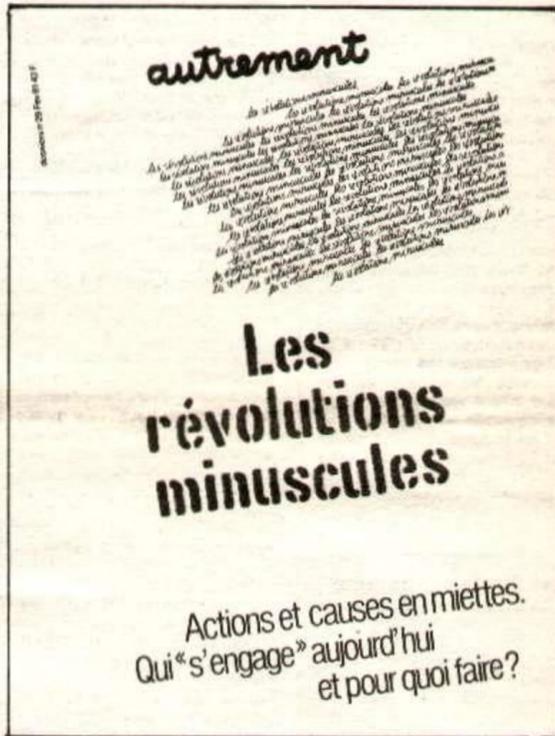
assisterait donc à une division très profonde de la société, à un éclatement des modèles traditionnels, à la généralisation du système de la débrouille.

Un triple refus

Ce numéro prend donc acte, à sa façon, d'un triple refus, d'une triple contestation : refus de la « politique », refus du travail tel qu'il est imposé par le modernisme, refus du type de liens sociaux qui en découlent.

Couper la vie

Prenons le problème du travail. A ce sujet, on évoque à plusieurs reprises des études menées dans le cadre du VIII^e Plan, par exemple le rapport Stoffaes-Amado, « Vers une socio-économie duale ». Rapport qui peut être lu de plusieurs façons. On s'acheminera soit vers une société où les uns, les cadres, agissent, et les autres, qu'on pourrait définir par une image, sont bergers dans les bergeries de l'Ardeche ! Soit, deuxième hypothèse, beaucoup plus en vogue, et qu'on retrouve dans le livre d'André Gorz, Adieux au Proletariat : tout le monde passerait une partie de son temps, la plus faible possible, dans la sphère productive, gérée par l'Etat, et le reste à faire ce qu'il veut, à se livrer à des activités de type coopératif ou autre... « On pourrait donc être à la fois employé dans une banque à Marseille et être charpentier solaire en Haute-Provence, être tourneur-fraiseur et membre d'une coopérative de production biologique... Pour quoi ne pas penser que tout ceci mènerait à la coexistence dynamique d'une macro-société à laquelle chacun donnerait une part de son énergie et d'une multitude de micro-sociétés dans lesquelles on trouverait toutes les formes de comportements et d'idéologies, mais qui auraient en commun ce que les Indiens d'Amérique avaient au XVIII^e siècle : les bisons et la prairie, c'est-à-dire en termes actuels, un territoire commun qui est le territoire de la société ? ». Cette



hypothèse est présentée comme la chance d'une société industrielle comme la nôtre, une chance que malheureusement, elle risque fort de refuser. Cette façon de programmer l'avenir peut paraître séduisante, en tout cas moins insupportable que le présent que nous connaissons. Est-ce pour autant une réponse réelle à la contestation de plus en plus massive du travail tel qu'il est organisé aujourd'hui, ici et ailleurs ? Nous y reviendrons.

Hétéroclite

Pour étayer en quelque sorte ces thèses, la revue rassemble un certain nombre de témoignages. Fans de concerts de rock ou groupes de rock, « zonards », associations de passionnés de la micro-informatique, cibistes, adeptes de tel ou tel sport,

propre vie en la soustrayant à la rationalité productiviste et marchande », ne dépassent pas le stade du jardinage et du bricolage, certes à une plus grande échelle que du temps où ils travaillaient... Pour les activités sportives, même repli : « Le sport reste donc un moyen de rencontre et d'échange mais de manière dispersée. Il y a là comme un rétrécissement du champ social, qui est évidemment caractéristique de l'époque actuelle. En sport comme dans bien d'autres domaines, l'aventure collective se vit aujourd'hui à échelle réduite ».

Tristes mouvements

Quant aux mouvements sociaux, il ne sont pas, dans l'ensemble, présentés sous un jour plus réjouissant. Le titre de cette partie : « Mais où sont passés les mouvements sociaux ? », est déjà évocateur. Les groupes d'Amnesty International, tels qu'ils sont décrits, semblent des rouages d'une grande froideur, peu à même de favoriser des rapports nouveaux, chaleureux entre leurs membres. La seule qualité mise en avant est l'efficacité. Les associations de consommateurs ? Voilà ce que dit un adhérent de la CSF : « Ce qui les intéresse (les gens), c'est que nous les sortions de leur petite affaire individuelle. Si on leur demande une adhésion, on sort de leur intérêt ». Les syndicats ? L'accent est mis sur l'activité qui tourne autour des questions industrielles...

Ni droite, ni gauche

Quant au rapport de toutes ces activités avec la politique, on est dans un flou, un relativisme inquiétants : « Puisque le discours sur les droits de l'homme a de sérieux relents d'anticommunisme et puisque l'écologie laisse poindre une certaine nostalgie pour les sociétés immobilières fondées sur un ordre naturel, pour quoi ne pas reprendre à son compte d'aussi solides valeurs, en bénéficiant, de plus, de leur dépolluissage et de leur mise au goût du jour ? », ou encore : « L'écologie, le féminisme ne sont, pas plus que la défense des droits de l'homme (et de l'homosexuel) de droite ou de gauche : voilà une banalité qui mérite attention si l'on accorde à cette proposition la valeur d'une hypothèse destinée à mieux saisir les stratégies politiques de ces nouveaux mouvements ».

Risque de récupération, victoires qui peuvent « à terme, entraîner chez ces minorités une relative perte d'identité ». En fait, il y a peu d'issue.

Paradoxe

Finalement, la façon dont est traité le problème de départ, le triple refus dont nous parlons, est pour le moins paradoxale.

D'abord, parce qu'on nous annonce que « le fond de l'air se réchauffe », et qu'on nous démontre pratiquement plutôt l'inverse. Ce n'est sans doute là pas un accident. Certes, il est toujours dangereux de projeter dans l'analyse de la réalité ses propres désirs que les choses s'arrangent, que la situation progresse. Il est dangereux d'essayer de faire dire à des faits mieux que ce qu'ils sont au fond. Mais il semble que la revue ait privilégié de fait les aspects négatifs, les aspects de repli. Sans doute n'est-il pas facile de déceler, surtout dans des comportements quotidiens et individuels, ce qu'il y a de positif dans les aspirations des gens. Sans doute les cibistes ne sont-ils pas porteurs de projets de communication mirobolants. Mais il n'y a pas que cela !

Renoncement

Plus au fond, il semble que le problème vienne d'un grand renoncement. Prenons l'exemple de la vision du travail telle qu'elle est développée ici. Qu'est-ce qui la soutient ? C'est que, quel que soit le type de société, le travail restera à peu près tel quel, dépossédant l'homme de toute initiative, que les machines soient propriété d'un capitaliste ou de l'Etat. Il y a là matière à réflexion, effectivement. On ne peut plus, l'expérience l'a démontré douloureusement, se contenter de dire que l'appropriation collective des moyens de production résoud tous les problèmes. Mais de là à dire que ce n'est pas la peine d'insister, qu'il est illusoire de vouloir changer aussi le procès de travail, les relations, dans le travail, il y a un pas. Le choix qui est fait, c'est au contraire de tirer un trait sur cette réflexion qui pourrait pourtant se mener à partir précisément des aspirations qui se dégagent de certains témoignages rapportés. On sépare, on coupe tout en tranches : travail social, travail agréable ; privé et politique ; plan local et activité de l'Etat... Sans doute cette tendance existe-t-elle bel et bien dans la vie quotidienne, dans les associations également. Avec des aspects négatifs, sans aucun doute. Mais le problème est bien de voir le double aspect de cette tendance : ce refus n'est pas qu'un repli. Il est aussi porteur d'aspirations positives, qui n'ont, c'est vrai, reçu pour l'instant que peu de réponses satisfaisantes sur le plan politique. Mais c'est bien là tout l'enjeu de la période.



Une contestation massive du travail.



GENNEVILLIERS : UNE ECOLE BIEN PARTICULIERE

S'il existe un ghetto d'immigrés dans la banlieue nord de Paris, c'est sans aucun doute la cité du Port à Gennevilliers. Population exclusivement immigrée, coupure totale du reste de la ville... S'il n'est peut-être pas unique, le cas doit être rare.

L'école jouxte la cité : maternelle et primaire. Elle a été ouverte en 1978. Le fait qu'elle soit fréquentée uniquement par des enfants immigrés crée une situation évidemment particulière.

Cela dit, un groupe d'enseignants y a tenté une expérience intéressante de prise en charge des problèmes des gosses immigrés.

Par Gérard PRIVAT

PLANTÉE en 1974, dans un terrain vague entre l'autoroute A 86 et les entrepôts du port de Gennevilliers, la cité du port est exclusivement habitée par des immigrés, algériens dans leur écrasante majorité.

Deux foyers (l'un de l'AFRP, l'autre de l'ADEF) de 300 « hommes seuls » chacun et 100 familles nombreuses. Le choix fait ici apparaît nettement : concentrer dans un même endroit, loin de la ville, ces travailleurs immigrés. Ce sont les services préfectoraux qui se sont occupés de tout, de l'implantation de la cité, de sa gestion. Les organisations politiques et syndicales de gauche ont désapprouvé la construction de cette cité. Elle s'est faite quand même...

Pour aller dans le centre de Gennevilliers ? Il y a bien deux ou trois kilomètres. Il faut sortir de la cité, traverser le terrain vague, passer dans le tunnel de béton sous l'autoroute (inondé l'hiver et jamais éclairé) traverser le terrain vague, une passerelle... On aperçoit enfin les premiers immeubles. De l'autre côté, les entrepôts du port, séparés par une route à deux voies où des camions circulent en permanence. Tout y est ; jusqu'au CRS qui passe sur le trottoir d'en face avec son berger allemand et son talkie-walkie qui grésille fort, histoire de bien montrer que « l'ordre » est là, que la police veille.

Pour un peu, on serait surpris par l'absence d'une triple rangée de barbelés !

Le choc culturel

A l'intérieur, c'est un peu particulier. Serrés les uns contre les autres, les petits immeubles ne sont pas forcément dans un état de délabrement plus avancé que dans d'autres cités. Ce que l'on ressent surtout, c'est une sorte de choc culturel. Faut dire que ce n'est pas banal dans une cité type-HLM de voir le muezzin appeler de sa voix haut perché les fidèles à la prière au milieu des épaves de voitures et des tas de ferraille, cependant qu'à une centaine de mètres de là, sur le terrain vague, une demi-douzaine d'hommes égorgent et découpent des moutons. Contrastes saisissants ; des hommes en djellaba et babouches se dirigent vers la mosquée ; mais les incantations du muezzin n'ont pas fait lever le nez des trois jeunes plongés dans le moteur d'une vieille 404.

Pendant les premières années de leur vie, les gosses dans leur majorité ne sortent pas de la cité. Leur univers est extrêmement délimité. Le désert est total. Ils disposent pour éveiller leur intérêt à la lecture d'un panneau planté à chaque entrée de la cité : « CETRAFA, propriété privée, entrée interdite » et d'une vieille affiche du MRAP à moitié déchirée.

Pour leur avenir, il serait stupide de poser le problème du « retour ». Ils sont nés en France, il y grandissent ; dans des conditions particulières, certes, mais pour l'essentiel coupés

d'une quelconque référence à un « pays d'origine ». S'ils devaient aller là-bas, il s'agirait non d'un retour mais d'un départ.

Malgré cela, il est certain que le milieu familial, la langue, certaines coutumes qui perdurent ont évidemment une influence sur ces enfants, sur leur comportement.

Une école particulière

Ce sont ces conditions fort complexes que les enseignants qui travaillent dans l'école de la cité ont voulu prendre en compte. Une école qui présente un certain nombre de caractéristiques particulières. Premier problème immédiatement posé : comment éviter de prolonger à l'école le « système ghetto » qui emprisonne les gosses ; de la cité à l'école, de l'école au terrain vague... tout en se donnant des moyens adaptés pour prendre en compte la situation particulièrement difficile de ces enfants. Pour y répondre en partie, un examen individuel est fait et les gosses qui se trouvent au niveau « normal » sont envoyés dans d'autres écoles de la ville. Un service de bus les emmène et les ramène. Ceux qui se trouvent en situation d'échec restent à l'école de la cité.

Ce système s'accompagne évidemment d'une disposition de moyens supérieurs aux autres écoles en général. Par exemple, le personnel enseignant est en nombre suffisant pour constituer

des classes de 15 élèves. De plus il s'agit d'un personnel stable qui de ce fait est en mesure de mieux suivre et mieux appréhender les problèmes.

Pour obtenir cela, il a fallu se battre. Le point de départ se situe en fait en 1966. La cité n'existait pas encore. Des familles étaient regroupées dans une cité de transit en préfabriqué. Un grève de trois semaines menée au mois de novembre par le SGEN et le SNI avec l'appui des organisations de gauche avait permis alors d'arracher des moyens supplémentaires pour l'école qu'il a ensuite fallu étendre et faire appliquer.

Les causes des problèmes scolaires

« Il faut bien s'entendre sur les causes des échecs scolaires, estime un militant du SGEN. A mon avis, il y en a quatre que je citerais par ordre d'importance. D'abord la stabilité du personnel enseignant. Après, la formation des maîtres. Ensuite, les effectifs par classe. C'est seulement en dernier que je fais intervenir ce qu'on appelle la « nature des élèves » ; c'est-à-dire l'origine sociale, familiale, culturelle... »

Les difficultés propres des enfants à l'école, d'où viennent-elles ? Avant tout des conditions de vie déplorables de ces gosses, surtout dans la petite enfance. Par exemple dans cette cité, il arrive fréquemment que des en-



Condition de logement dans deux foyers de travailleurs immigrés.



SUITE DE LA PAGE 12

fants, pendant toute la période des grandes vacances scolaires n'aient pas une seule fois l'occasion de lire la moindre ligne dans leur univers clos et désertique. A la rentrée, il faut reprendre presque à zéro.

Certaines forces, et tout particulièrement celles de droite, entretiennent des ambiguïtés sur les problèmes dits « culturels ». Elles ne craignent pas de donner largement dans la démagogie en désignant uniquement dans l'origine étrangère, l'ethnie, la race, les causes des problèmes scolaires. Cela permet, ce faisant, de passer sous silence les difficultés dues à l'origine sociale, au milieu défavorisé qui pourtant sont déterminantes.

Faut-il pour autant nier les problèmes particuliers liés à l'origine « culturelle » ? Pas le moins du monde. A l'école de la cité du port, deux professeurs d'arabes viennent faire des cours dans leur langue sur différents aspects des pays d'origine. Les femmes de service sont étrangères et parlent en arabe pour ne pas trop dépayser les gosses.

Parvenir à concerner les parents

Il restait dans cette expérimentation, à concerner les parents. On sait en général les difficultés qu'il y a à les faire venir à l'école. Paradoxe apparent, les choses n'ont pas été trop compliquées de ce point de vue à la cité du port. Le caractère exclusivement immigré de la population y est certainement pour quelque chose. Ainsi, le comité de parents d'élèves institué par la réforme Haby n'avait eu jusqu'à cette année qu'une existence formelle. Puis, le travail patient d'explications entrepris par un certain nombre d'enseignants a porté ses fruits ; ce militant du SGEN raconte :

« Cette année, on a été surpris de les voir arriver. Ils avaient discuté entre eux et s'étaient déjà entendus pour former un comité représentant proportionnellement les habitants : 4 Algériens, 1 Marocain et un Portugais. 90 % des gens ont participé à l'élection. Actuellement, nous recherchons des occasions pour faire venir plus souvent les parents à l'école ».

Cette modeste mais intéressante expérience ne pouvait être entreprise sans qu'existe un certain niveau de conscience militante au moins chez un certain nombre d'enseignants. On trouve en nombre relativement important, dans cette école, des instituteurs militants de syndicats ou de partis de gauche, y compris du PCF. A Gennevilliers, les thèmes développés à propos des immigrés par la direction du PCF n'ont semble-t-il guère été repris. La situation pourtant s'y prêterait. Cette commune de la banlieue nord est certainement une de celles où résident le plus d'immigrés. C'est là par exemple que se trouve l'usine Chausson et ses 3 000 Marocains.

La municipalité passe plutôt pour avoir une attitude ouverte envers les immigrés. On cite par exemple souvent le cas de la maison de jeunes des Agnettes fréquentée et animée à 50 % par des immigrés.

Quoi qu'il en soit une certaine évolution a été notée par ce militant du SGEN chez des enseignants. Et de citer le cas de l'école des Grésillons avec ses 50 % d'enfants immigrés. Actuellement, les enseignants y développent un mouvement revendicatif axé sur le thème : plus de moyens pour faire face aux problèmes des enfants de familles populaires. Pas une seule fois n'a été faite allusion à l'argument faux et dangereux du pourcentage d'enfants immigrés dans les classes. L'expérience positive de l'école de la cité du port y serait-elle pour quelque chose ?

Le 4 avril : manifestation contre les lois anti-immigrés et les politiques de division

UNE RIPOSTE AUX MENÉES RACISTES



Plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées samedi 4 avril 9 Paris à l'appel de nombreuses organisations en riposte aux multiples attaques dont sont actuellement l'objet les travailleurs immigrés.

L'initiative lancée par la MTI (Maison des Travailleurs Immigrés) était soutenue par les associations de travailleurs immigrés, les collectifs de soutien et beaucoup d'organisations syndicales et politiques de gauche. La CFDT avait pris une part active dans la mobilisation.

Cette manifestation a été l'occasion de dénoncer vivement la politique d'expulsion et de répression de la droite au pouvoir, les lois racistes des Barre-Bonnet-Stoléru. Elle aura aussi permis que s'exprime le refus de certaines pratiques inadmissibles de division mises en œuvres récemment par des forces de gauche.

TOUT de suite, la manifestation est située dans son contexte, celui des présidentielles où les manifestants veulent faire entendre la voix de ceux qui ne votent pas et qui font les frais des surenchères racistes : « Notre candidat, proclame la sono de la MTI, c'est l'égalité des droits ! ».

La cible, c'est le pouvoir, les lois scélérates, longuement conspuées : « Loi Peyrefitte, loi Bonnet, circulaire Stoléru, décret Imbert, (sur les quotas d'étudiants étrangers), décret de '939 (contre les associations étrangères) Non, non, non. Egalité des droits oui, oui, oui. » Ce sont les pratiques policières : « Fichés contrôlés, expulsés, voilà l'Etat français ! » Mais aussi les « seuils de tolérance » et « les pratiques de division » sont nettement condamnées même si dans leur déclaration commune, la quarantaine d'organisations signataires prend bien soin de ne pas confondre sa réprobation avec celle des racistes de circonstance qui profitent du racisme du PCF pour faire ou-

blier celui de l'Etat.

Un avis partagé par les quelques milliers d'immigrés présents regroupés par nationalités et qui joignaient à la lutte contre la bourgeoisie impérialiste française, la dénonciation des régimes réactionnaires de leurs pays d'origine.

Fortement mobilisés sous les banderoles de l'Association des Travailleurs Turcs et du groupe des Femmes Turques, de nombreux immigrés portaient un badge dénonçant la torture dans les prisons d'Ankara. Les mots d'ordre s'en prenaient aux amicales policières.

Derrière les associations de la MTI, la CFDT, fortement impliquée représentait plus du tiers du cortège : banderoles de l'URP, du SGEN, de plusieurs UL, présence d'Edmond Maire (comme, par ailleurs, d'Huguette Bouchardeau) de bout en bout de la marche. Dans cette partie du cortège où l'on remarquait au moins autant de Français que d'immigrés, ce rejet du racisme « de gauche » à côté de la dénonciation des lois Peyrefitte

et Bonnet, apparaissait avec encore plus de netteté : « Les quotas, c'est pas une solution, c'est du racisme, ça fait le jeu des patrons ! ».

Par ailleurs, de nombreux collectifs antiracistes, l'ASTI, un comité MRAP, plusieurs associations de solidarité avec les migrants, le CEDETIM, les groupes femmes, témoignaient de la permanence et d'un certain développement d'un courant antiraciste dont la cohésion se renforce.

Témoins de cette activité, le collectif 18^e, particulièrement étoffé, et qui avait préparé la marche par un appel unitaire large de nombreuses organisations parmi lesquelles l'Union dans les luttes et par une manifestation de quartier ; celui du 14^e aussi qui lutte contre l'expulsion des locataires du foyer de la rue Fondary.

Le MRAP, en diffusant un tract rappelant ses positions (abrogation des lois racistes, nette condamnation de la pratique des quotas, des seuils de tolérance et de la délation) rappelait que des bases existent pour fonder une unité antiraciste encore plus large.

Mais, même de ce point de vue, une nette progression a été marquée depuis l'approbation, dans la confusion et la division, de la loi Bonnet, en décembre 1979.

Moins massive que celle du 10 mai 1980, qui avait regroupé plus de 10 000 personnes dans un contexte de lutte plus aiguë, cette manifestation n'en a pas moins montré que, malgré les coups portés, existent une organisation et un approfondissement croissants de la lutte antiraciste à Paris comme en province.

Frédéric FERRER

Le Forum international de Paris sur l'Afghanistan

UNE IMPORTANTE INITIATIVE DU MSRA

Le Forum International sur l'Afghanistan qui s'est tenu les 30 et 31 mars, dans les salons de l'hôtel Lutétia, à Paris, a rassemblé des dizaines de personnalités françaises ou étrangères, dont des membres du Parlement européen, des représentants de centrales syndicales, des scientifiques, des écrivains, des universitaires, des juristes, des cinéastes, etc.

Organisé à l'initiative du Mouvement de Soutien à la Résistance du peuple Afghan (MSRA), ce forum avait pour but de contribuer à la sensibilisation de l'opinion aux événements d'Afghanistan. Plusieurs orateurs ont souligné l'importance qu'il y avait de continuer à agir pour que l'occupation soviétique de l'Afghanistan ne soit pas acceptée comme un fait accompli.

La première partie du forum, que présidait Jiri Pelikan, a été consacrée à l'examen de la situation en Afghanistan, son évolution récente, et à l'état de la résistance afghane. Plusieurs intervenants afghans en relation avec différentes composantes de la résistance ainsi que des témoins occidentaux ont apporté leur témoignage sur la diversité de cette résistance. Des points de vue différents ont été exprimés sur le degré d'unification des mouvements de la résistance, notamment à l'intérieur du pays. Toutefois, tous les éléments apportés ont mis en valeur l'importance d'une donnée qu'avait déjà notée Jiri Pelikan dans un discours d'ouverture : la survie de la résistance, sa persistance à une échelle nationale, 15 mois après le début de l'occupa-

tion soviétique ; ce qui est un fait fondamental et « imprévu » pour l'URSS. L'ampleur du refus afghan se mesure y compris à travers les prises de position de diplomates qui représentaient les précédents gouvernements pro-soviétique, tel A.R. Ghaforzai, ancien représentant de l'Afghanistan à l'ONU, qui avait dénoncé l'intervention soviétique de décembre 1979, et qui a tenu à se solidariser avec le Forum International de Paris.

Dans une seconde partie, que présidait Jean Elleinstein, ce sont les implications internationales des événements d'Afghanistan qui ont été au cœur des débats. Les menaces qui en découlent pour la paix mondiale ont été soulignées par les orateurs qui ont mis en valeur la dangereuse

politique de blocs à laquelle ces événements contribuent, dans le même temps où de son côté le président américain Reagan l'encourage.

La dernière partie du forum, placée sous la présidence de Laurent Schwartz, a été consacrée au soutien concret à la résistance afghane. A la suite d'un rapport sur ce point, présenté par Jean Freyss, un des animateurs du MSRA, plusieurs interventions ont évoqué les bases politiques du soutien et exposé des projets concrets qui ont recueilli l'adhésion de l'ensemble des participants.

Concernant les bases du soutien, les termes de la motion adoptée au terme des débats, et remise par une délégation à l'ambassade d'URSS dans la soirée de mardi, en fournissent une indication. Ainsi, les participants au forum affirment notamment que « cette intervention militaire (de l'URSS) est pour eux aussi peu tolérable que celle des Etats-Unis au Vietnam et, maintenant, au Salvador. C'est au peuple afghan, et à lui seul, de choisir librement son avenir. »

Parmi les initiatives concrètes envisagées, certaines concernent directement le domaine de l'information. Ainsi, face aux difficultés que rencontrent les journalistes pour « couvrir » les événements d'Afghanistan, le forum a lancé l'idée d'une campagne internationale pour exiger des autorités de Kaboul et des autorités soviétiques la levée des entraves qu'elles mettent au libre exercice de la profession de journaliste. Les participants ont également envisagé la mise sur pied d'une agence de presse internationale qui aurait pour mission de rassembler les informations sur l'Afghanistan.

Parmi les personnalités présentes, outre les animateurs du MSRA, MM. et Mmes Gisèle HALIMI, Jiri PELIKAN, Carlo RIPA de MEANA, Laurent SCHWARTZ, Hélène PARMELIN, Jean ELLEINSTEIN, Pr MINKOWSKI, Vladimir JANKELEVITCH, Jean-Pierre FAYE, Léo MATARASSO, Roger PIC, Claude BOURDET, etc.

Parmi les messages de soutien, ceux de Gilles PERRAULT, George WALD, Alberto MORAVIA, Jean BRUHAT, Arthur LONDON, Margarete d'ARCY, ANTONIONI, Leonardo SCIASCIA, etc.



Le soutien matériel, financier, à la résistance afghane, déjà présent dans des campagnes telles que celle qu'a lancée le MSRA : « Un million de francs pour le peuple afghan en lutte » (1), a été discuté. Outre les collectes militantes, des démarches pour demander l'aide financière du Parlement européen et de la CEE ont été prévues.

Autre initiative soutenue par le forum : celle du « Tribunal permanent des peuples » (héritier du Tribunal Russel sur le Vietnam) qui doit siéger du 1^{er} au 5 mai à Stockholm, sur l'Afghanistan. A cette initiative, présentée dans le forum par Léo Matarasso, des dizaines de personnalités de gauche françaises ou étrangères, ont déjà décidé de s'associer. En France, la CFDT et la FEN lui ont également apporté leur soutien. La participation de Guy Lénouanic, pour la FEN, et de Jacques Chérèque, pour la CFDT, témoignait de la volonté, présente au sein de ce forum, de donner un caractère de masse à la solidarité avec le peuple afghan. Le représentant de la CFDT, en rappelant dans son intervention combien l'émancipation d'un peuple ne peut être effective que si elle est

vraiment l'affaire de celui-ci, devait souligner les possibilités plus grandes qui existent aujourd'hui, notamment avec l'écho des événements de Pologne, pour développer parmi les travailleurs, la solidarité avec le peuple afghan.

Un autre objectif que se sont fixé les participants au forum : renforcer la coordination de la solidarité, au plan européen et international ; des rencontres plus fréquentes en Europe, en profitant de contacts noués à l'occasion de ce forum, devraient y contribuer.

Au total, les travaux (2) du forum international de Paris sur l'Afghanistan auront donc permis d'utiles échanges de vues et de fixer des objectifs concrets, prometteurs pour un plus grand développement du soutien de l'opinion internationale à la résistance afghane.

(1) CCP Jean Freyss 11001 12 E Paris

(2) Le dossier de ces travaux sera prochainement publié par le MSRA. (20 rue Pierre Brossollet 93130 Noisy-le-Sec)



ARGENTINE : OUVERTURE ?

QUELLE OUVERTURE ?

Cinq ans après leur coup d'Etat, les militaires argentins ont changé de président. Un général succède à un autre général. Viola succède à Videla le 29 mars 1981. Celui qui eut la haute main sur la répression en Argentine pendant ces cinq années serait aujourd'hui considéré comme « l'homme de l'ouverture ». Ouverture difficile, si ouverture il y a, si on en juge par la situation de l'Argentine aujourd'hui et par cinq années d'un pouvoir dictatorial et répressif.

Par Jean-Louis BRUNET

QUAND le coup d'Etat militaire éclate, le 24 mars 1976 : nulle réaction ou peu s'en faut. C'est qu'après trois ans de péronisme, l'Argentine est épuisée. Isabel Peron, devenue présidente à la mort de son mari en 1974 a entraîné le pays dans le chaos économique, l'inflation atteint jusqu'à 900 % en 1976, les déficits des balances commerciales et extérieures se chiffrent par milliards. Inspirée par les conseils éclairés de son mage raspoutinien Lopez Rega, malade, sujette à des crises soudaines d'autoritarisme, « *Isabelita* » s'entoure de gangsters, laisse l'extrême-droite s'emparer des ressorts du pouvoir et réprime la gauche sous couvert de la lutte contre le terrorisme. L'Assemblée Nationale refuse de se réunir pour évincer la présidente,

le mouvement péroniste est déchiré entre les « *verticalistes* », partisans du maintien de la veuve de Peron et les « *institutionnalistes* » qui souhaitent son départ. La décomposition du pouvoir est telle, la corruption gangrène à ce point l'Etat que le coup de force des militaires ne surprendra personne. Ceux-ci dirigés par Videla, Massera et Agosti se proposent de « *réorganiser le pays* ».

En fait réorganiser le pays semble bien, dans leur esprit, synonyme d'abord d'« *écraser la subversion* », une subversion conçue de façon bien élastique.

La sale guerre

Le premier acte politique des



Place de Mai

militaires sera en effet la suspension de l'activité des partis et des syndicats, l'interdiction de la grève, le rétablissement de la peine de mort en cas d'agression contre des militaires, la dissolution du Congrès et des assemblées locales. Ainsi, seuls à exercer le pouvoir, les militaires vont instituer la terreur, sous prétexte de la lutte contre le terrorisme de l'ERP et des « *Montenros* », un terrorisme qui, pourtant dès 1976 semblait

nettement en régression. Chaque jour, dans de soi-disants affrontements armés, tomberont des soi-disants guérilleros. « *La subversion est un phénomène global, social, économique, culturel et psychologique en plus du domaine militaire* », affirme le général Videla. Au nom de ce concept élastique, en 1976 et 1977, 16 000 personnes seront assassinées, 12 000 prisonniers politiques croupiront dans les prisons, 5 à 6 000 Argentins

seront enlevés. Tout prêtre coupable de s'intéresser aux déshérités sera sévèrement puni, les intellectuels, suspects de tiédeurs envers le régime seront arrêtés, enlevés, assassinés, tandis que antisémites et nostalgiques du nazisme sont à la fête. La grève ? « *Guerrilla industrielle* » pour les militaires ! « *Nous éliminerons les neutres et les indifférents* », elle est la profession de foi du chef de zone 232, « *notre lutte est par-delà le bien et le mal* » affirme un autre, lecteur de Nietzsche. On s'inspire de la tradition nazie des otages : pour un général assassiné, on fusille ou on dynamite 50 personnes. Les représailles s'abattent sur les parents des guérilleros ou supposés tels.

Une terreur exercée d'une façon terriblement efficace. Les méthodes de répression n'ont-elles pas été apprises auprès des spécialistes français du maintien de l'ordre dans les colonies et d'américains revenus du Vietnam ?

D'autant plus aveugle et terrifiante qu'elle est d'autant plus centralisée et compartimentée. Les chefs de zone sont de véritables seigneurs de la guerre, les services rivalisent entre eux. Les trois armes, les services de renseignement, la police fédérale et provinciale se disputent la palme de la répression. Palme qui leur est âprement disputée par les organisations clandestines comme les 3 A « *des anti-corps justifiés par la défense contre le terrorisme* », estime l'armée qui leur prête assistance de fort bon gré. Si aujourd'hui, en 1980, le rythme se ralentit, il n'en reste pas moins que les disparus n'ont toujours pas été retrouvés et que le général Videla refuse toujours

« Où sont les disparus ? »





Videla passe la main après cinq ans de pouvoir.

de publier la liste des morts et de ces disparus. Place de Mai, les mères sont toujours là...

Vellités économiques

L'économiste des militaires, Martinez de Hoz, est un libéral de l'école de Chicago. Il entreprend de redresser l'économie argentine selon une politique assez traditionnelle qui, il faut bien le dire, portera d'abord ses fruits. Peron avait relancé la consommation au détriment de l'investissement, Martinez de Hoz renverse la vapeur, Peron avait instauré le contrôle des prix, il le supprime. Le contrôle des changes est éliminé, même pour les transferts à l'étranger, le monopole d'Etat sur l'exportation des céréales est aboli. Une telle politique de libéralisation a permis dans un premier temps de relancer l'activité agricole, au grand plaisir des gros propriétaires fonciers, la balance commerciale se retrouvant ainsi, grâce aux exportations, avec un excédent de 900 millions de dollars. L'inflation ne connaissait plus de limite en 1975 et 1976, le ministre de l'Economie va la ramener à des proportions plus raisonnables, en comblant le déficit du budget de l'Etat par une ponction sur les contribuables (les impôts directs augmenteront de 200 %) et par la compression des dépenses de l'Etat : on réduit celles du chemin de fer, on arrache 8 000 kilomètres de voies ferrées, on prévoit le licenciement de 23 000 fonctionnaires.

Le chômage atteignait des chiffres records. Avec la relance de la production mais aussi avec la répression et l'émigration, son taux va baisser. Le ministre chante ses propres louanges. On crie au miracle, on parle de modèle argentin. Modèle ? Voire, les méthodes sont connues et le modèle s'avère plutôt comme un retour au passé. A l'époque flo-

rissante de l'agro-postal argentin. L'Argentine se ruralise. Modèle, peut-être mais qui ne peut se concevoir que dans une dictature qui peut imposer un blocage et même une diminution des salaires et qui va s'avérer bien fragile.

En effet, seule « entorse » à la politique de libéralisation, les salaires sont systématiquement bloqués, les négociations salariales sont suspendues, le réajustement automatique est supprimé. En deux ans, les salaires perdent 50 % de leur valeur réelle, la consommation interne chute de 8 %, le pouvoir d'achat des salariés s'effondre. Et malgré la répression, des grèves éclatent dans l'automobile, parce que ce secteur, comme toute l'industrie en général, va connaître une crise sans précédent. Général Motors ferme ses portes et jette à la rue des milliers de travailleurs. Ferment aussi leur portes les sous-traitants, ruinés par l'importation de pièces étrangères, des petites et moyennes entreprises, privées de possibilités d'investissement par les forts taux d'intérêts des banques.

Quant à l'oligarchie foncière, d'abord satisfaite de la politique agro-pastorale de Martinez, elle ne tarda pas à trouver de mauvais goût sa politique fiscale qui avait fait passer la taxe sur la terre de 1 à 70 %...

Et en 1980, les difficultés qui frappaient petites et moyennes entreprises s'étendirent pratiquement à tous les secteurs économiques. Les faillites dans le monde financier se comptent par dizaines ; dans le secteur de production, elles se chiffrent à un milliard de dollars, la dette extérieure atteint 30 milliards de dollars, les réserves sont en chute libre et la dévaluation du peso de 10 % semble jeter une ombre sur le plan de réorganisation économique de Martinez de Hoz. Telle est la situation économique dont hérite le général

Viola. Quant à la situation politique elle ne semble guère meilleure...

« Modérés » et « faucons »

Au sein de l'armée, il existe des contradictions. On parle de modérés et de faucons, de « libéraux » et de pinchetistes. Pour d'autres, la contradiction se résume en cette phrase : « Il y a ceux qui tuent et ceux qui gouvernent ». Que contradictions il y ait, c'est certain, qu'elle soient aussi nettes, c'est moins sûr. Coexistent en effet, et parfois se heurtent, deux projets politiques dans l'armée, une fraction : Videla et Viola, dit-on, et l'armée de terre considère le régime comme une phase transitoire. Les partis ne sont que suspendus, les syndicats gestionnaires et bureaucratiques fonctionnent sous contrôle fédéral ; la marine, l'autre fraction, exclut tout retour à la démocratie, cherche à affaiblir et liquider les organisations populaires, rêve d'un ordre nouveau ou du retour au temps de l'oligarchie paternaliste du XIX^e siècle. Elle n'hésite pas à tout faire pour rendre difficile une solution politique en arrêtant l'ancien président de la République, en révélant des scandales financiers mettant en cause des banquiers, accusés de gérer les fonds des Montoneros, comme Graiver. Toutefois la lisière entre ces deux fractions est loin d'être très claire : « Ceux qui tuent et ceux qui gouvernent... » Viola qui gouvernait et gouvernera n'était-il pas le haut commandant de la répression ?

Une opposition à sa recherche

Ce Viola serait l'homme de l'ouverture politique, chargé du dialogue avec les forces politi-

ques de l'Argentine. Un dialogue qu'il ne sera pas difficile de nouer parce qu'il n'a jamais été rompu véritablement, aussi étrange que cela puisse paraître. Le problème est là. En ne rompant pas avec la dictature, ces forces politiques ont signé leur perte ou peu s'en faut. Le parti péroniste, ou ce qu'il en reste, a sombré dans les luttes intestines, le parti radical, dirigé par Ricardo Balbin est au bord de la scission, son président étant accusé d'excès de prudence (il avait coutume de répéter : « En Argentine, il n'y a pas de disparus »), le parti communiste, qui soutenait Videla, « seul rempart contre la droite, l'extrême-droite et les gauchistes » s'est pour le moins discrédité. Divisions internes, politique ambiguë en font autant d'organisations dont le poids politique est peu sûr. (cf encart).

Quant aux forces qui s'opposent sans ambiguïté à la dictature, il n'est pas question pour les militaires de dialogue avec elles, mais de répression : la guérilla a été démantelée, sa direction liquidée, une grande partie de ses effectifs mis hors de combat. Toutefois, l'organisation de guérilla des Montoneros, des péronistes de gauche, en mobilisant toute la force de la répression contre elle, a, disent ses dirigeants, tout en subissant une défaite militaire, remporté une victoire politique. Changeant de perspective, les Montoneros devenus le Mouvement péroniste Montonero prônent aujourd'hui la pacification et le dialogue, lutter pour le rétablissement de la démocratie et des élections libres en comptant sur la liaison avec les militaires nationalistes et démocrates. Faute d'autre force qui puisse leur disputer ce titre, ils peuvent se dire les seuls représentants du peuple argentin.

En marge des partis politiques, le mouvement pour les droits de l'homme et pour la paix inquiète fort le régime qui, malgré ses

L'analyse du Parti Communiste Argentin

La tendance modérée s'exprime dans les déclarations du gouvernement. Les compagnons d'armes du général Videla ont affirmé dès le début qu'ils se fixaient comme objectif de trouver une issue démocratique à la crise et que la République devait être gouvernée sur la base d'un système fédéral représentatif, établi par une Constitution nationale. Suivant leurs dires, ils se sont trouvés contraints de prendre le pouvoir face au chaos qui régnait dans le pays ; évidemment, une telle approche des événements découle des conceptions bourgeoises des militaires. Le Parti communiste a déclaré dès le 25 mars 1976 qu'un coup d'Etat n'était pas la meilleure manière de résoudre la crise, car il existait pour cela une voie constitutionnelle.

A l'exception des groupes gauchistes qui ont été interdits, la Junte militaire argentine n'a pas dissous les partis politiques, bien qu'elle ait temporairement suspendu leur activité politique (sous peine d'emprisonnement), en leur permettant cependant de conserver leurs locaux et de se consacrer à des affaires d'organisation pure. Il convient de souligner que le Parti communiste se trouve dans même situation que les autres partis.

En ce qui concerne le mouvement ouvrier, le gouvernement s'ingère dans les affaires intérieures de la Centrale syndicale, des fédérations les plus importantes et des principaux syndicats. L'activité des organisations des paysans pauvres et moyens est fortement entravée. Parallèlement, le Conseil argentin pour la paix, l'Union des femmes d'Argentine, la Ligue argentine des droits de l'homme, l'Assemblée permanente des droits de l'homme (son président est l'évêque de Nevares) et d'autres organisations regroupant des représentants de diverses tendances politiques, professionnelles et religieuses continuent d'agir en toute légalité.

promesses d'ouverture, a arrêté plusieurs de ses dirigeants en mars. La dictature peut d'autant plus s'en inquiéter que la menace de conflit avec le Chili, à propos du canal de Beagle, a contribué à la constitution d'un fort courant en faveur de la paix. Si l'on ajoute à tout cela la montée de la tension sociale, malgré la dissolution de la CGT (pour le seul mois de décembre, on a compté plus de 500 conflits du travail) on peut se demander si le choix de l'aventure, si ce choix a été fait, ne cédera pas à la solution de facilité : la continuation de la politique répressive...



GUATEMALA : A LA HAUTEUR DE LA LUTTE EN AMERIQUE CENTRALE

Le mardi 24 février dans l'après-midi, les forces de sécurité du Costa Rica appréhendaient six représentants du Front Démocratique contre la Répression du Guatemala. Ce front a en effet une commission externe au Mexique, et une autre au Costa Rica. Dans un premier temps, ils étaient menacés d'être extradés au Guatemala. Il a été ensuite décidé de les expulser vers le Nicaragua. Qu'y a-t-il derrière ces expulsions, qui touchent aussi 20 Salvadoriens ?



Par Monique CHERAN

Il y a d'abord un double jeu de la part du président du Costa Rica : un jeu interne, car la campagne électorale pour 1982 a commencé. Le président a centré sa campagne autour de l'anti-communisme. Il dit que le parti d'opposition, le parti de Libération nationale, qui appartient à l'Internationale Socialiste, fait le jeu des communistes. Ces expulsions lui permettent donc de dire qu'il va nettoyer le Costa Rica de tous ses éléments subversifs.

Un enjeu international

Mais il y a aussi un enjeu international : les Etats-Unis font pression sur le Costa Rica pour qu'il cesse d'être la tribune des groupes révolutionnaires des pays d'Amérique centrale. Ces pressions s'exercent entre autres par le biais d'un emprunt que le Costa Rica veut contracter auprès du Fonds Monétaire international, emprunt qui se trouve bloqué depuis plusieurs mois.

Il est clair qu'aujourd'hui, les Etats-Unis cherchent à impliquer les pays d'Amérique centrale dans une politique d'isolement, voire d'intervention, contre le Nicaragua et contre les forces révolutionnaires du Salvador. Ils ne se contentent pas de faire beaucoup de bruit sur le thème du Salvador, « victime des manœuvres soviétiques et cubaines ». Ils équipent les armées guatémaltèques et honduriennes en vue d'une intervention.

Les révolutionnaires d'Amérique centrale estiment qu'ils n'y aura pas d'intervention directe des USA, qui provoquerait une internationalisation du conflit, et comporterait un risque d'enlèvement. Par contre, au Guatemala principalement, ils ont défini comme une des tâches impératives pour le mouvement révolutionnaire, de faire barrage à toute intervention de l'armée guatémaltèque au Salvador.

Offensive en soutien au Salvador

L'offensive lancée par les quatre forces révolutionnaires guatémaltèques en novembre-décembre 1980 et en janvier 1981 avait donc pour but d'entraver les déplacements de l'armée guatémaltèque, de l'empêcher de traverser la frontière salvadorienne. Elles ont largement atteint leur but. Ceux qui ont passé la frontière, ce sont des experts militaires et des membres d'organisations d'extrême-droite, mais le gros de l'armée a été cloué dans les endroits choisis par les mouvements révolutionnaires guatémaltèques. D'autant que les quatre organisations, qui agissent désormais de façon concertée, couvrent aujourd'hui les trois quarts du pays, là où se trouvent les plus fortes concentrations démographiques et les centres économiques.

Cette offensive a eu bien sûr des conséquences internes. Elle

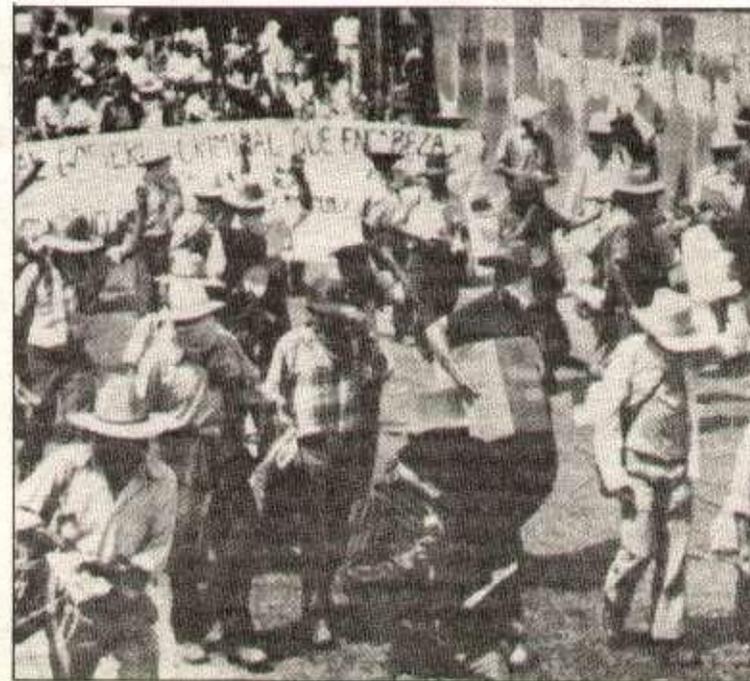
a fait la preuve, aux yeux de la population guatémaltèque elle-même, que les organisations révolutionnaires étaient en capacité de lancer des offensives partout. Elle a démontré à la population non organisée jusqu'alors qu'elle pouvait s'organiser, qu'elle avait vraiment les moyens, en luttant, de se défendre.

Ainsi, pour les révolutionnaires guatémaltèques, cette offensive a été très importante. Ils se devaient de la lancer, pour que leur propre lutte soit à la hauteur de la lutte en Amérique centrale. En affaiblissant l'armée et la

bourgeoisie de leur pays, ils apportaient une aide aux révolutionnaires salvadoriens, ils contribuaient à atténuer la menace qui pèse constamment sur le Nicaragua. En même temps, ils provoquaient un grand essor du mouvement d'adhésion à la lutte révolutionnaire dans leur pays même.

Amérique centrale : l'interaction

Cette interaction entre les luttes qui se mènent dans les pays



d'Amérique centrale est le fruit d'une histoire déjà ancienne. L'Amérique centrale est une région assez exceptionnelle, dans ce sens que même si elle a été divisée en une multitude de petites républiques, elle a toujours été animée par un sentiment régional très fort. Les Américains en ont fait une chasse gardée, à travers un marché commun économique, à travers un Conseil de Défense, à travers une organisation d'Etats de l'Amérique centrale. Mais cela fait que la victoire révolutionnaire au Nicaragua a touché toutes les bourgeoisies de la Région, et d'une autre façon bien sûr, tous les peuples de la Région. Tout événement qui se passe dans un de ces pays à des conséquences directes dans tous les autres.

Pour casser la solidarité qui existe dans la région, le projet des Etats-Unis est donc de faire du Guatemala, du Honduras des pays qui interviennent, et de faire croire qu'ils vont sauver le Nicaragua et le Salvador des Russes et des Cubains. La bourgeoisie guatémaltèque a soutenu très clairement la candidature Reagan, en lui fournissant quatre millions de dollars pour sa campagne. Actuellement, les Américains fournissent au Guatemala des armements aériens sophistiqués. Ils sont en train de faire de l'armée guatémaltèque, qui était déjà la plus puissante de la Région, une armée ultra-moderne. Une situation bien souvent cachée derrière un mur de silence, qu'il s'agit de briser !

Plus de 10 assassinats par jour

1980, année noire de la répression. Elle s'était ouverte avec l'incendie de l'ambassade d'Espagne, où avaient péri des Indiens venus revendiquer leur droit à la terre. Opération criminelle, menée sur l'ordre du général Lucas lui-même. Au 31 décembre 3 719 Guatémaltèques étaient assassinés. Silence total de la Police Nationale et du Ministère de l'Intérieur. Ce chiffre, venant de la Croix-Rouge, des pompiers ou des autorités législatives des hôpitaux nationaux, est sans doute bien inférieur à la réalité. Sans compter les crimes officiels... Et l'impunité la plus totale pour leurs auteurs.

La caisse noire

Il est connu aujourd'hui que les exécutions « communes » sont décidées au sein d'un groupe dont les chefs sont connus : le colonel German Chupina Barahona dans un premier temps, aujourd'hui Pedro Garcia Arredondo. En novembre 1980, un ancien membre de ce groupe, le colonel Manuel de Jesus Valiente Tellez accusait clairement le dénommé « Comando

6 » d'en être l'élément le plus sanguinaire. Chaque mois, l'organisme supérieur, appelé « caisse noire », dresse la liste des enlèvements, et des exécutions terroristes au niveau national. Cette « caisse noire » est composée de 7 personnes, dont le responsable est le chef de l'état-major du Président, le colonel Ismael Montalvan. En sont membres également le colonel Marco

Antonio Callejas, le chef de la G2 de l'armée, le chef d'état-major de l'armée, un conseiller US, et un représentant de la bourgeoisie...

La « caisse noire » travaille sur la base d'un vaste réseau d'ordinateurs. Elle possède des moyens de contrôle sophistiqués, utilise ordinateurs et archives avec le concours d'experts US et Israéliens. L'un d'eux s'est

récemment vanté que 80 % de la population était fichée sur ordinateur !

Quant aux opérations « spéciales », elles ne se font pas sans l'avis du général Lucas Garcia lui-même, ni sans l'avis de certains conseillers de l'ambassade US.

L'armée secrète anti-communiste

Cette organisation est responsable de la disparition et de la mort de 3 719 Guatémaltèques, pour la seule année 1980. Elle se déplace à bord de jeeps qui portent le plus souvent des plaques de la série 78 000, ou

dans des voitures de sport immatriculées aux USA, ou sans immatriculation.

En 1980, elle a assassiné 16 journalistes, 389 étudiants et lycéens, 86 professeurs d'université, 311 leaders paysans, 226 instituteurs et 30 leaders des partis PSD et FUR. En 1980, le gouvernement a assassiné chaque jour plus de 10 personnes en moyenne. Avec des massacres collectifs, comme ceux de San Juan Ostuncalco, de Coatepeque et de Comalapa. Ainsi, le 18 novembre 1980, trois familles du village de Los Alonzos furent mitraillées et poignardées par un groupe paramilitaire. Parmi ces victimes, 7 enfants !

L'Église a été elle aussi durement touchée : 4 prêtres assassinés, l'Église catholique du Quiché soumise aux actions directes de l'armée, expulsion de Mgr Juan Gerardi, évêque du Quiché et président de la Conférence épiscopale du Guatemala.

Ces groupes para-militaires ne reculent devant aucune torture. En novembre 1980, Leonel Rodan, professeur d'université était enlevé. Ses tortionnaires lui ont arraché les yeux, coupé la langue. On retrouvera son cadavre, la bouche pleine de chiendent, le dos déchiqueté à coups de marteau.

Terroriser, « pacifier » par la violence, tel est l'objectif du gouvernement. Enlèvements de dirigeants syndicaux par dizaines de personnalités connues, mais aussi, de plus en plus, pratique de la terre brûlée. On trouve de plus en plus de cimetières clandestins. ■



Contre la répression, l'autodéfense

Le Front Démocratique contre la répression a été fondé en 1979, à l'initiative de deux mouvements : le CENUS, Comité National d'Unité Syndicale, qui rassemble toutes les fédérations syndicales, et le CUC, Comité d'Unité Paysan, qui est l'unique mouvement de masse paysan, et est composée à 80 % d'Indiens.

Ces deux comités, avec les organisations d'étudiants et les deux partis sociaux-démocrates du Guatemala (le FUR, Front Uni de la Révolution, et le Parti Social-démocrate) ont fondé un front de masse. Il y avait aussi des chrétiens, Justice et Paix par exemple, et ceux qu'on appelle les « marginaux », les gens qui habitent les bidonvilles. En tout, 150 organisations.

L'urgence

En 1979, il fallait lutter d'une façon urgente contre la généralisation et la rationalisation de la répression. Et dans les années 1979-1980, le Front Démocratique a eu un rôle clé dans cette lutte. Il a lancé une campagne

internationale, alors que jusqu'à cette époque, le principal effort avait porté sur la structuration interne du mouvement. Il s'est mis à la tête de tous les mouvements de masse.

8 000 ouvriers agricoles en grève

Ainsi, le 31 janvier 1980, 25 paysans indiens qui avaient occupé l'ambassade d'Espagne pour dénoncer les expulsions dont les Indiens étaient victimes, périssaient brûlés vifs, dans l'assaut donné par la police. Avec eux périssaient des étudiants, des diplomates et des religieux. Le Front démocratique, et surtout le CENUS et le CUC, ont organisé la riposte : une grève des 80 000 ouvriers agricoles qui récoltaient la canne à sucre et le coton, avec comme revendication une augmentation des salaires. Cette grève, réponse de masse à la répression gouvernementale, a paralysé pendant 15 jours les exportations du Guatemala. Bien sûr, la réponse du gouvernement a été

d'augmenter la répression, en multipliant les disparitions : au Guatemala, il y a bien plus de disparus que de cadavres retrouvés. Quand un camarade disparaît, personne ne sait quand on va le retrouver, ni comment il a été tué.

La terreur

Le gouvernement a alors développé une campagne de presse ignoble, montrant les cadavres torturés, pour effrayer les gens. Il a commencé à élargir la cible de la répression. Il s'est attaqué non plus seulement aux dirigeants mais à leurs familles, il a frappé tous les secteurs sociaux et politiques, pour paralyser par la terreur.

Autodéfense

Le Front démocratique a été frappé par cette répression : 27 dirigeants du CENUS ont été enlevés en 1980, et trois mois après, ils ont perdu encore 17



dirigeants. A l'époque, il n'y avait pas encore, au niveau du mouvement de masse, d'organisation de la clandestinité et de l'auto-défense. A partir de mai 1980, a été lancée la consigne de l'auto-défense. Ce qui veut dire bien sûr continuer la lutte économique directe, mais que toute l'organisation politique et syndicale soit faite dans la clandestinité. Quant à l'auto-défense, elle signifie qu'on ne va plus par exemple rassembler des milliers

de personnes pour le 1^{er} mai. Elles se feraient massacrer. On aura des meetings-éclair, toujours armés, afin de pouvoir riposter à la répression continue. ■

Dans notre prochain numéro, nous aborderons la construction de l'unité du peuple guatémaltèque contre la dictature pro-US, et l'entrée en lutte massive des Indiens.

**CARNAVAL
DES LIBERTES
SUITE DE LA PAGE 20**

**Justice
et rapport de forces**

Le débat se poursuivait par une longue discussion sur les liens entre justice et rapport de force. Les avocats et magistrats présents soulignaient le courant, grandissant dans le personnel judiciaire, qui s'oppose aux ordres, qui met les patrons en prison ou qui donne raison aux immigrés face à la Sonacotra.

« Il faut se prendre en main, s'organiser. Les moyens juridiques (permanences, consultations gratuites) existent, l'information est possible. Il faut s'organiser pour les utiliser. Ne rien laisser passer, il faut riposter à tout ce qui se produit, dans tous les cas, connaître nos droits et les faire respecter. C'est aussi comme cela que se construit un rapport de forces », disait Me Dalmais, secrétaire du Syndicat des Avocats de France, à Lyon.

Les responsables de la fête soulignaient que le Carnaval des Libertés avait bien pour but de construire cette solidarité, cette organisation nécessaire à la lutte contre la destruction du quartier, contre l'abolition des libertés.

Et si 28 organisations ont pu se mettre d'accord pour défendre ces libertés, cela montre bien qu'il est l'heure d'engager la bataille.

Le débat se terminait sur un appel à se rallier au « réseau d'alerte » mis en place sur le 7^e pour répondre au coup par coup aux attaques, quelles qu'elles soient, et qui regroupent déjà isolés et organisations présentes.



Droit au travail, droit à la maternité : des libertés indispensables.

**Une fête...
pour
mieux s'organiser**

Une fête donc contre la mascarade de libertés que le gouvernement nous met en place, une fête pour regrouper ceux qui sont prêts à entamer la lutte, conscients qu'en commençant par attaquer les immigrés, puis les quartiers populaires, Giscard, Peyrefitte et consorts veulent museler la totalité de ceux qui ont quelque chose à revendiquer.

* Guillotière : quartier commerçant du 7^e, à forte population immigrée.

* Gerland : quartier ouvrier du 7^e, où l'on trouve les grandes usines.



**L'opinion
d'un représentant de l'UL-CFDT
du 7^e arrondissement**

► **Qui est à l'origine de cette initiative ?**

Un collectif d'associations qui s'est constitué sur proposition de la CFDT. Il regroupe 30 associations existant dans le 7^e arrondissement ou au niveau départemental.

► **Comment vous est venue l'idée de ce carnaval ?**

C'était une nécessité ressentie en raison des restrictions aux libertés dans le quartier. Lors des réunions de préparations du « Carnaval », nous avons été confrontés au problème de l'interpellation de deux militants CFDT de Brandt-Caen, à la suite d'une « machination » anonyme visant à les accuser de terrorisme international !

Pour le comité de quartier de la Guillotière, c'est une surveillance policière du quartier assez brutale : le 26 février, des militants du comité de quartier Guillotière subissent un contrôle de police « musclé » entraînant des incapacités de travail pour plusieurs d'entre eux.

Le samedi suivant, le « collectif d'associations » fonctionne et fait une délégation à la mairie. A notre réunion du 5 mars, c'est la direction de la MJC de Gerland qui se dit par lettre contrainte par la municipalité de Lyon à retirer les locaux.

Coincidence ? Le quartier du 7^e est-il particulièrement visé ? Ou bien est-ce parce que, sensibilisés sur cette question, nous avons relié des faits qui restent ailleurs dispersés ou inconnus ?

► **Cette action est-elle menée seulement sur la base du quartier, ou regroupait-elle aussi des associations départementales ?**

Nous avons voulu à la fois que notre action parte du 7^e, qu'elle soit menée fortement à la base, et que son écho soit plus large. Ce qui devait se produire puisque ce type de problème n'est pas spécifique au 7^e.

► **La CGT ne s'est pas associée à cette initiative ?**

Ce n'est pas tout à fait exact. Si en effet l'UL-CGT, malgré l'insistance que nous avons mise pour la faire participer, n'a pas participé, des militants et des sections appelaient à cette manifestation.

► **Quels étaient les objectifs précis de cette manifestation ?**

Expliquer largement par des diffusions de tracts et par le Carnaval, les atteintes aux libertés qui sont subies aujourd'hui. Et, autour de cet objectif, réaliser des contacts et une unité opérationnelle d'associations diverses.

Unité opérationnelle, cela signifie créer un réseau d'alerte permettant la riposte immédiate à la répression dans quelque domaine que ce soit.

Par exemple, riposter à l'action de la municipalité qui met à la rue une équipe d'animation de la MJC de Gerland, dans le 7^e, pour récupérer les locaux et mener des activités sous sa tutelle. L'action, qui se déroulait dans les locaux de la MJC elle-même, était symbolique de la volonté des habitants du quartier de s'opposer à la municipalité.

► **Pourquoi cette manifestation a-t-elle pris la forme d'un carnaval ?**

L'idée d'un « Carnaval des Libertés » a pu rassembler un certain nombre de forces ; il n'en aurait pas été de même pour une manifestation ou un meeting classique. Des réflexes anti-organisation, ce que certains appellent une crise du militantisme, la pratique d'une certaine gauche font qu'il existe une certaine lassitude et un manque d'intérêt pour ce type traditionnel de manifestation. Rassembler aujourd'hui des associations unitairement à la base est assez nouveau dans la période actuelle : cela n'aurait pas pu se faire autour d'une initiative trop traditionnelle.

La forme « Carnaval » permettait aussi d'associer un public populaire dans le quartier.

► **Comment se fait-il qu'aucun parti politique ne se soit associé à cette initiative ?**

Nous ne leur avons pas demandé de s'associer en tant que tels. Mais des militants politiques étaient là, du PS, du PCR, de l'OCT. Il ne nous semblait pas possible aujourd'hui de réaliser une aussi large participation d'associations si les partis politiques appelaient en même temps : dans la période électorale actuelle, les tentations de récupération auraient pu être assez fortes. Mais dans le combat pour les libertés, les partis politiques ont toute leur place à tenir.

CARNAVAL DES LIBERTES

De notre
correspondante
à Lyon

Habiter à Lyon, dans le 7^e arrondissement, quartier populaire qui a une riche vie associative, ce n'est pas de tout repos : la répression est partout. Rappelons la récente rafle de la Place du Pont, qui avait soulevé l'indignation du quartier tout entier. Mais ce n'était que la partie visible de l'iceberg. Plus moyen de sortir le soir sans se faire contrôler (et ceci, maintenant, ne concerne plus les seuls immigrés, mais bien la population toute entière), parfois brutalement puisqu'un membre du comité de quartier de la Guillotière* a été récemment « malmené » (coups, garde à vue) par une patrouille dont l'amusement consistait à faire déchausser les immigrés qu'elle contrôlait et à leur piétiner les orteils... Opposez-vous à leurs agissements, vous serez poursuivi pour rébellion !...

MAIS les difficultés des habitants ne s'arrêtent pas là :

- la rénovation du quartier se met en place : abatte les vieux immeubles au lieu de les réparer, les aménager, et puis construire des appartements de haut standing, aux loyers inaccessibles, voilà le projet des promoteurs. La population, et tout particulièrement les immigrés, va être chassée dans les ZUP de banlieue.

- dans cette optique, difficile évidemment d'obtenir l'ouverture d'une crèche : 23 places, qui sont promises depuis trois ans, pour tout l'arrondissement.

- de même, à la place d'un gymnase longtemps attendu, a poussé un parking hérissé de parcmètres... 7 accidents en 6 mois pour les enfants de l'école voisine : où s'arrêtera-t-on ?

- deux grandes usines dans le 7^e, la Ciapem-Brandt et Les Câbles de Lyon, toutes deux spécialistes de répression syndicales, licenciuses de délégués (de couples de militants, même, pour la Ciapem).

- la culture n'est pas exempte de ce climat puisque la municipalité vient de retirer l'usage des locaux de la MJC de Gerland* à l'équipe qui la gérait : sous prétexte d'erreurs financières, on sanctionne en fait les réunions à caractère politique qui s'y tenaient, de soutien aux peuples en lutte, comme pour le Salvador, récemment.



Vers 15 h 30, le cortège s'ébranle pour rejoindre la MJC de Gerland. En route, des militants du quartier jouent un sketch qui reprend sur le mode humoristique tous les problèmes du 7^e arrondissement.

La répression commence par les plus faibles

C'est principalement de justice, des droits et des libertés qu'on a parlé le soir, au débat général. A partir d'un appel à soutenir deux grévistes de la faim pour l'interdiction d'expulser les jeunes immigrés, qui sont souvent de culture uniquement française, plusieurs participants rappelaient que les attaques commencent toujours par les plus faibles. « C'est sur les immigrés que les patrons ont expérimenté les contrats à durée limitée. Maintenant, plus personne n'y échappe. C'est pareil pour les contrôles d'identité. La solidarité avec les immigrés ne doit pas être seulement humanitaire ! » disait un militant CFDT, repris par le comité de quartier, qui faisait le parallèle sur les logements et la rénovation, qui nécessite une mutation de l'ensemble de la population.

SUITE PAGE 19

Contre la répression : s'organiser

Contrôles, expulsions, augmentation des loyers, répression... Ras-le-bol !

Et un pavé a fait déborder le vase : la loi Peyrefitte. Quelle tentation de l'expérimenter d'abord dans ces quartiers qu'il va falloir bientôt vider de leur population, pour en faire un nouveau centre-ville !

De là naquit l'idée du Carnaval des Libertés. 28 organisations (syndicales, familiales, écologistes, radio-libre, MJC, femmes, défense des immigrés, avocats...) ont participé à l'organisation de cette journée.

4 avril, 14 h 30 : rassemblement

De la couleur, des chansons, des déguisements : un joyeux rassemblement d'environ 400 personnes. Des panneaux reprennent les thèmes du Carnaval : problèmes spécifiques du quartier autour desquels on retrouve les problèmes du nucléaire (une grande « mort » toute noire, armée d'une faux, montrait partout son nom : employée EDF-CEA !), du fichage de la population, problèmes des femmes, de la justice...

Une pétition contre l'expulsion d'un jeune immigré circule aux mains d'une « Miss Guillotière » très fardée ; des bébés dans les bras de leurs parents réclament une place à la crèche ; un ordinateur en carton cache l'augmentation des cadences, les problèmes de vision, les suppres-

sions de postes qu'il entraîne aux PTT ; le militant tabassé par les flics s'est refait un visage sanguinolent, œil poché, tête bandée, et exhibe sa pancarte : « On m'appelle bavure policière » ; une machine à laver juchée sur une voiture : quand Moulinex libère la femme, Brandt libère le couple : il licencie deux militants !

Des clowns, de la musique, un accordéon, des crécelles, des pétards, des jongleurs : au milieu de cette joyeuse assemblée, un Giscard vend des autocollants antinucléaires, une dame toute blanche se promène : c'est la Liberté assassinée...

L'ambiance est à la fête et les trottoirs sont pleins de badauds ébahis, de commerçants amusés. Pourtant, tout à côté, les flics se sont permis encore de contrôler des passants, signe s'il en était besoin, que ce type de rassemblement est plus que nécessaire et urgent !

Occuper les lieux de la MJC

Aux cris de « Défendons nos libertés, elles sont attaquées par tous les bouts », on arrive à la MJC. Panneaux, stands, buvettes, chanteurs (dont le Lyonnais Lebihan) ; on se repose un peu, on danse, avant d'entamer les débats, soit autour des stands, soit dans des salles : immigrés, femmes, santé, justice...

Le débat sur la justice a attiré une nombreuse assemblée. Très concrets, les avocats présents ont essayé de donner quelques « trucs » pour mieux se défendre, de montrer les quelques aspects positifs qu'on peut utiliser dans la nouvelle loi Peyrefitte, de conseiller les gens sur leurs divers problèmes.